

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 334

6 février 2016

SOMMAIRE

ABI CEE Holdings S.à r.l.	15990	Bullball S.A.	15993
Aceal International	15987	Cavarell S.à r.l.	16024
Amok S.à r.l.	15991	Cavarell S.à r.l.	15988
Andbank Asset Management Luxembourg ..	15986	Centrobank SICAV	16029
Andbank Asset Management Luxembourg ..	15987	Chemtrade Luxembourg S.à r.l.	15994
Arcis Consulting S.A.	15991	Chifra S.A.	15993
Australes Participations S.A.	15992	Citran Investments S.à r.l.	15992
Baker Hughes Holdings 5 S.à r.l.	15993	COFRA Treasury Services S.A.	15994
Baltic Ventures S. à r.l.	15987	Corolux S.à r.l.	16030
Bati Renov Deisgn' S.à r.l.	15990	C.P.I. Holding - Compagnie de Placements Im- mobiliers S.A.	16031
Belcada (Luxembourg) Spf S. à r.l.	15993	Crystal Rosewood S.à r.l.	15986
Beverage Equipment S.A.	15991	Dabraco Invest S.à r.l.	15991
Beverage Equipment S.A.	15990	Dauzac Investments S.à r.l.	16030
BHAL International Holdings S.à r.l.	15994	Duvallec S.à r.l.	15988
Bludental Clinique Holding S.A.	16020	Europ Continents Holding	16030
Boomer Gestion SPF, S.A.	16029	Faci International	16031
BPB Luxembourg S.A.	16031	Far Sud S.A.	16032
BPB Valmarand S.A.	15994	Fast Service s.à r.l.	16032
BPI Global Investment Fund	15986	IVG Austria Immobilienfonds FCP-FIS	15987
Brandia Global S.A.	15990	Oberon Credit Investment Fund III S.C.A. SI- CAV-SIF	15997
Bregal Luxembourg IV S.à r.l.	15989	Private Estate Life S.A.	15988
Bregal Luxembourg S.à r.l.	15992	Southern Participations S.A.	15986
Bregal Partners Investments (Luxembourg) S.à r.l.	15989	Tyburn Lane (Wiesbaden) 2 S.à r.l.	15988
Bregal Private Capital II (Luxembourg) S.à r.l.	15989	Valleriani Holding S.à r.l.	15995
BTG Pactual Holding S.à r.l.	15992	Warburg Value Fund	15987

Southern Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 35.096.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE STATUTAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 15 février 2016 à 9:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 octobre 2014
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016056441/795/16.

Andbank Asset Management Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 147.174.

L'acte modificatif du Règlement de Gestion de ANDBANK FUNDS FCP entrant en vigueur le 28 août 2015 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 août 2015.

ANDBANK ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG

Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2015138632/13.

(150150829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

BPI Global Investment Fund, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion du fonds commun de placement BPI GLOBAL INVESTMENT FUND au 10 juillet 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 13 août 2015 .

BPI GLOBAL INVESTMENT FUND MANAGEMENT COMPANY SA

Référence de publication: 2015138737/10.

(150150925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

Crystal Rosewood S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 150.443.

Par résolutions signées en date du 21 octobre 2015, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission de Bruno Bagnouls, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant, avec effet immédiat;
2. Nomination de Stéphane Campori, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Référence de publication: 2015191746/15.

(150214995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Andbank Asset Management Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 147.174.

Le Règlement de Gestion de ANDBANK FUNDS FCP entrant en vigueur le 28 août 2015 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 août 2015.

ANDBANK ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG

Agent Domiciliataire

Référence de publication: 2015138633/13.

(150150840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

IVG Austria Immobilienfonds FCP-FIS, Fonds Commun de Placement.

Die abgeänderte Fassung des Verwaltungsreglements des spezialisierten Investmentfonds IVG AUSTRIA IMMOBI- LIENFONDS FCP-FIS wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IVG Luxembourg S.à r.l.

Unterschriften

Référence de publication: 2015140237/10.

(150152867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

Warburg Value Fund, Fonds Commun de Placement.

Das Koordinierte Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WARBURG INVEST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2015145738/8.

(150159157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2015.

Acemal International, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9678 Nothum, 10, Um Knupp.

R.C.S. Luxembourg B 182.780.

EXTRAIT

Transfert du siège social

L'actionnaire unique décide: le siège social de la société ACEMAL INTERNATIONAL S.à.R.L. est transféré à l'adresse suivante:

- 10, Um Knupp L-9678 NOTHUM à dater de ce jour.

A Nothum, le 1^{er} novembre 2015.

Référence de publication: 2015191636/13.

(150214861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Baltic Ventures S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 165.038.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 novembre 2015.

Référence de publication: 2015190766/10.

(150213928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Private Estate Life S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 38, Parc d'Activités de Capellen.
R.C.S. Luxembourg B 34.402.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2016.

Référence de publication: 2016004969/10.

(160003431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

Cavarell S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 144.000,00.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 203.164.

Décision du gérant unique du 19 janvier 2016

Le gérant unique prend la résolution suivante:

Unique résolution:

Il résulte de la décision du gérant en date du 19 janvier 2016 que le siège social de la société est transféré du 51, bd de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, à la suite de la signature d'un contrat de location.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Fait à Luxembourg, le 19 janvier 2016.

V. GATTO.

Référence de publication: 2016054166/16.

(160013790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2016.

Duvallec S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 151.817.

Monsieur Christian FRANCOIS, gérant de catégorie B, a démissionné de sa fonction avec effet au 9 décembre 2014.

DUVALEC SARL

Référence de publication: 2015191814/9.

(150215635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Tyburn Lane (Wiesbaden) 2 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 191.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 129.718.

EXTRAIT

Il résulte d'une des décisions prises en date du 27 janvier 2016, par les actionnaires de la Société de démettre les sociétés Manacor (Luxembourg) S.A. ainsi que MUTUA (Luxembourg) S.A. de leurs mandats de gérants respectifs de la Société et ce avec effet immédiat.

Il résulte également d'une des décisions prise à la même date par les actionnaires de la Société de nommer:

- Monsieur Michael Chidiac, né le 29 juin 1966 à Beirut au Liban, résidant professionnellement au 22 Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
- Monsieur John Francis Daly, né le 10 août 1961 à Londres au Royaume-Uni, résidant professionnellement au 43-44, Albemarle Sreet, GB-W15 4JJ à Londres au Royaume-Uni;
- Monsieur Guy Hornick, né le 29 mars 1951, à Luxembourg au Grand-Duché de Luxembourg, résidant professionnellement au 11 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, au Grand-Duché de Luxembourg ainsi que

- Monsieur François Pfister, né le 25 octobre 1961, à Uccle en Belgique, résidant professionnellement au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg au Grand-Duché de Luxembourg,

aux mandats respectifs de gérants au conseil de gérance de la Société, pour une durée indéterminée.

En outre, il résulte également d'une des décisions prises par les actionnaires de la Société, à la même date, de transférer le siège social de la Société au 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, au Grand-Duché de Luxembourg et ce avec effet au 1^{er} février 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 2 février 2016.

Pour la Société

Référence de publication: 2016061345/28.

(160021931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2016.

Bregal Luxembourg IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8009 Strassen, 19-21, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 117.206.

—
EXTRAIT

Il apparaît que l'adresse professionnelle de Messieurs Raf Bogaerts et Dimitri Maréchal, ainsi que de Madame Peggy Partigianone, tous trois gérants de la Société a changé au 10 Novembre 2015 et est désormais sise au 19/21 route d'Arlon, L-8009 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015191689/12.

(150214932) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Bregal Partners Investments (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8009 Strassen, 19-21, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 170.585.

—
EXTRAIT

Il apparaît que l'adresse professionnelle de Messieurs Raf Bogaerts et Dimitri Maréchal, ainsi que de Madame Peggy Partigianone, tous trois gérants de la Société a changé au 10 Novembre 2015 et est désormais sise au 19/21 route d'Arlon, L-8009 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015191690/12.

(150214850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Bregal Private Capital II (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8009 Luxembourg, 19-21, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 137.011.

—
EXTRAIT

Il apparaît que l'adresse professionnelle de Messieurs Raf Bogaerts et Dimitri Maréchal, ainsi que de Madame Peggy Partigianone, tous trois gérants de la Société a changé au 10 Novembre 2015 et est désormais sise au 19/21 route d'Arlon, L-8009 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015191691/12.

(150214930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

ABI CEE Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 649.184.138,00.

Siège social: L-5365 Münsbach, 5, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 157.381.

—
EXTRAIT

Suite à un contrat de transfert de parts sociales en date du 23 novembre 2015, OJSC Sun InBev, une limited company régie par les lois de la Russie, dont le siège social est au 28, Moskovskaya, 14160 Klin, Russie, et immatriculée auprès du OGRN sous le numéro 1045003951156 a transféré 649.184.138 parts sociales détenues dans la Société à Brandbrew S.A., une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est au 5, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 75696.

En conséquence, la totalité des parts sociales de la Société est détenue par Brandbrew S.A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ABI CEE Holdings S.à r.l.

Référence de publication: 2015191635/18.

(150214693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Brandia Global S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Bertrange, 211, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 201.063.

—
Il est porté à la connaissance du public que la nouvelle adresse de M. Unico Glorie, administrateur unique de la Société, est la suivante: 211, rue des Romains, L-8041 Bertrange.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Pour la Société

Van Campen Liem Luxembourg

Référence de publication: 2015191688/13.

(150215093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Bati Renov Deisgn' S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8041 Strassen, 37-39, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 201.544.

—
EXTRAIT

Suite à une cession de 60 parts sociales de la société BATI RENOV DESIGN' S.à r.l., en date du 18 novembre 2015, le capital social est détenu par un associé unique, la société NCV INTERNATIONAL S.A. enregistrée au RCS sous la référence B192142 et ayant son siège social au 37-39, rue des Romains à L-8041 Strassen.

Strassen, le 18 novembre 2015.

Serge VANDENBOSSCHE.

Référence de publication: 2015191697/12.

(150215263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Beverage Equipement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, rue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 65.601.

—
Je soussigné, Emmanuel Briganti, vous informe de ma démission du poste d'Administrateur de la Société Beverage Equipement SA.

Luxembourg, le 30 septembre 2015.

Emmanuel Briganti.

Référence de publication: 2015191705/10.

(150215357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Beverage Equipement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, rue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 65.601.

Je soussigné, Giovanni Spasiano, vous informe de ma démission du poste d'Administrateur de la Société Beverage Equipement S.A.

Luxembourg, le 30 septembre 2015.

Giovanni Spasiano.

Référence de publication: 2015191706/10.

(150215357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Dabraco Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 166.596.

Monsieur Christian FRANCOIS, gérant de catégorie B, a démissionné de sa fonction avec effet au 9 décembre 2014.

DABRACOINVEST SARL

Référence de publication: 2015191792/9.

(150215631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Amok S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 113.101.

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales daté du 2 novembre 2015 que désormais l'associé unique est CIN-QUECENTO INVESTMENTS S.A., une société anonyme, ayant son siège social au 11 rue du Château, L-4433 Soleuvre, immatriculée au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B-141.449: 124 parts sociales.

Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Pour: AMOK S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015191653/16.

(150214778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Arcis Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 15, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 132.230.

Monsieur Emmanuel SMUGA, administrateur délégué de la société ARCIS CONSULTING SA décide d'apporter une précision au RCSL quant au code postal de la société ARCIS CONSULTING SA: L-1631 Luxembourg, 15, rue Glesener.

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Emmanuel SMUGA

Administrateur délégué

Référence de publication: 2015191656/12.

(150214886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Australes Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 181.208.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle tenue le 12 octobre 2015 au siège de la société

La dénomination du Commissaire aux Comptes, à savoir la Fiduciaire Jean-Marc Faber & Cie Sàrl, ayant son siège au 63-65 rue de Merl, L-2146 Luxembourg, a changé en ACCOUNTIS S.à r.l. Dès lors, il y a lieu de procéder à la modification auprès du RCS.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

AUSTRALES PARTICIPATIONS S.A.

Référence de publication: 2015191669/14.

(150215574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Citran Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8009 Strassen, 19-21, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 189.375.

EXTRAIT

Il apparaît que l'adresse professionnelle de Messieurs Raf Bogaerts et Dimitri Maréchal, ainsi que de Madame Peggy Partigianone, tous trois gérants de la Société a changé au 10 Novembre 2015 et est désormais sise au 19/21 route d'Arlon, L-8009 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015191738/12.

(150214957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Bregal Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8009 Strassen, 19-21, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 134.013.

EXTRAIT

Il apparaît que l'adresse professionnelle de Monsieur Raf Bogaerts, gérant de la Société a changé au 10 Novembre 2015 et est désormais sise au 19/21 route d'Arlon, L-8009 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015191717/11.

(150214931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

BTG Pactual Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 179.455.

Extrait de la résolution des associés

En date du 19 novembre 2015, les associés ont décidés comme suit:

- De reclasser le mandat du gérant de classe A, M. Jose Miguel Vilela Junior, en tant que gérant de classe B et ce avec effet au 19 novembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 2015.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2015191720/16.

(150214876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Bullball S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 112.922.

Je soussigné, Emmanuel Briganti, vous informe de ma démission du poste d'Administrateur de la Société Bullball S.A.
Ma démission prendra effet le 30 septembre 2015.

Luxembourg, le 30 septembre 2015.

Emmanuel Briganti.

Référence de publication: 2015191721/10.

(150215372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Chifra S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 32.000,00.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 77.279.

Il résulte de la réunion du conseil d'administration de la société Chifra SA tenue le 27 novembre 2015 que:

Le conseil d'administration décide de coopter administrateur en remplacement de Monsieur Julien Nicaud, Monsieur Xavier Mangiullo, né le 8 Septembre 1980 à Hayange, France et résident professionnellement au 5, Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.

L'élection définitive de Monsieur Mangiullo sera soumise à la plus proche assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Pour le conseil d'administration

Calogero Agro

Administrateur

Référence de publication: 2015191762/17.

(150215368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Baker Hughes Holdings 5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 183.550.

Avec effet au 11 septembre 2015, les mandats de tous les gérants sont à durée déterminée et prendront fin lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes clos au 31 décembre 2015.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Baker Hughes Holdings 5 S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015191679/14.

(150214785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Belcada (Luxembourg) Spf S. à r.l., Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 100.233.

EXTRAIT

En date du 19 novembre 2015, les associés ont pris les résolutions suivantes:

- La démission de Shira Becker-Alon, en tant que gérant est acceptée avec effet immédiat;
- Andreas Blomqvist, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouveau gérant de la Société avec effet immédiat.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 19 novembre 2015.

Référence de publication: 2015191685/14.

(150215170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

BHAL International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 194.121.

Avec effet au 21 octobre 2015, les mandats de tous les gérants sont à durée déterminée et prendront fin lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes clos au 30 novembre 2015.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

BHAL International Holdings Sàrl

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2015191707/14.

(150215596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

COFRA Treasury Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 19-21, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 39.234.

EXTRAIT

Il apparaît que l'adresse professionnelle de Messieurs Raf Bogaerts et Dimitri Maréchal, ainsi que de Madame Peggy Partigianone, tous trois administrateurs de la Société a changé au 10 Novembre 2015 et est désormais sise au 19/21 route d'Arlon, L-8009 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015191771/12.

(150215542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Chemtrade Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 2.766.570,00.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 183.212.

L'adresse professionnelle de Messieurs Rohit Bhardwaj et Mark Davis, gérants de classe B de la Société est la suivante: 155, Gordon Baker Rd., Suite 300, M2H 3N5 Toronto, Ontario, Canada. Le siège social de Chemtrade Luxembourg Holding Inc., associé unique de la Société est situé 155, Gordon Baker Rd., Suite 300, M2H 3N5 Toronto, Ontario, Canada.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015191733/12.

(150215480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

BPB Valmarand S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4930 Bascharage, 190, boulevard J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 81.005.

Extrait de la résolution des actionnaires du 19 Novembre 2015 à 9.00 heures

Le Conseil d'Administration a délibéré sur les points à l'ordre du jour:

1. Le Conseil d'Administration prend acte de la démission de Monsieur Pieter Geltink et de Monsieur Jean-Paul Dufoor de leurs fonctions d'Administrateur à compter de ce jour.

2. Le Conseil d'administration désigne Monsieur Hubert Fernand Reichardt, Directeur Financier siégeant 195 Krefelder Strasse 52070 Aachen (Allemagne) et Monsieur Cornelis Harm Heinen, Directeur Financier siégeant 1 Atlasstraat 5047 RG Tilburg (Pays-Bas), comme Administrateurs.

Ces pouvoirs sont valables immédiatement.

Bascharage, le 19 Novembre 2015.

Référence de publication: 2015191714/16.

(150214945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Valleriani Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.
Siège social: L-1724 Luxembourg, 9A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 203.431.

—
STATUTS

L'an deux mil seize, le vingt-deux janvier.

Par-devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Fabio VALLERIANI, entrepreneur, né le 2 juillet 1978 en Italie à Anagni (Frosinone), demeurant professionnellement au 9A, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg,

ici représenté par Monsieur Antonio Quaratino, employé privé, demeurant professionnellement au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a déclaré avoir constitué une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle qu'amendée ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de «Valleriani Holding S.à r.l.».

Art. 3. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune par simple décision de la gérance.

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Art. 4. La société a pour objet toutes opérations commerciales se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle, et le développement de ces participations.

La société pourra notamment employer ses fonds à la création, la gestion au développement et la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, le développement le contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription de prise ferme ou d'option d'achat ainsi que par vente, transfert ou échange.

La société peut également garantir, accorder des prêts ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou qui font partie du même groupe de sociétés que la société.

La société peut réaliser toutes opérations patrimoniales, mobilières, immobilières, financières ou industrielles ou commerciales ainsi que toute opération de nature à favoriser directement ou indirectement l'accomplissement et le développement de son objet.

Art. 5. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euro (EUR 12.500,-) représenté par mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de dix euros (EUR 10,-) chacune.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Des transferts de parts sociales inter vivos à des non-associés ne peuvent se faire que moyennant l'agrément des associés représentant au moins 75% du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Un associé ainsi que les héritiers et représentants ou ayants droit et créanciers d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Ils sont nommés par l'assemblée générale des associés pour une durée indéterminée et peuvent à tout moment être révoqués.

Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par la gérance de la société.

La société sera engagée, en toute circonstance, vis-à-vis des tiers par la seule signature du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants.

La société sera en outre engagée, vis-à-vis des tiers par les signatures conjointes ou la signature unique de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément au paragraphe 2 de l'article 10 des présents statuts.

Art. 11. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou par consultation écrite à la diligence de la gérance.

Une décision n'est valablement prise qu'après avoir été adoptée par des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social. Si ce chiffre n'est pas atteint à la première assemblée ou première consultation écrite, les associés seront convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

Cependant, les résolutions pour modifier les statuts ou pour dissoudre et liquider la société ne peuvent être adoptées que par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois quarts du capital social de la société. Cependant, en aucun cas la majorité peut obliger un des associés à augmenter sa participation dans la société.

Les associés peuvent changer la nationalité de la société uniquement par vote unanime.

Aussi longtemps que la société n'a qu'un seul associé, il exercera tous les pouvoirs réservés à l'assemblée générale des associés par la loi ou par les présents statuts.

Les résolutions prises par l'associé unique seront inscrites sous forme de procès-verbaux.

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et finit le dernier jour du mois de décembre de chaque année. Par dérogation, le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et finira le 31 décembre 2016.

Art. 13. Chaque année au dernier jour de décembre il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

Les produits de la société, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements et provisions, constituent le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, dès que le fonds de réserve a atteint le dixième du capital, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé. Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des associés.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) un état des comptes est établi par le(s) gérant(s);

(ii) cet état des comptes montre que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté par les bénéfices reportés et les réserves distribuables mais réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de payer des dividendes intérimaires est adoptée par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés de la Société dans les deux mois après la date a été arrêté l'état des comptes;

(iv) l'assurance a été obtenue que les droits des créanciers de la Société ne soient pas menacés, tenant compte des capitaux de la société; si les dividendes intérimaires payés excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

Art. 14. En cas de dissolution de la société, chaque associé prélèvera avant tout partage le montant nominal de sa part dans le capital; le surplus sera partagé au prorata des mises des associés. Si l'actif net ne permet pas le remboursement du capital social, le partage se fera proportionnellement aux mises initiales.

Art. 15. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Art. 16. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions des lois afférentes.

Souscription

Les statuts de la société ayant été ainsi établis, la partie comparante, Monsieur Fabio VALLERIANI, précité, a souscrit l'intégralité du capital à savoir mille deux cent cinquante parts sociales (1.250) parts sociales.

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées, ce dont l'associé unique se donne quittance et décharge.

Le notaire instrumentaire constate expressément que dès à présent la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EURO (EUR 12.500,-) se trouve à la disposition de la société ainsi qu'il lui en a été justifié.

Evaluation - Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève approximativement à mille euros (EUR 1.000,-).

Assemblée générale extraordinaire

Les statuts de la société ayant été arrêtés ainsi, l'associé unique Monsieur Fabio VALLERIANI, préqualifié, exerçant les pouvoirs de l'assemblée générale, a pris les résolutions suivantes:

1) Est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Fabio VALLERIANI, précité, entrepreneur, né le 2 juillet 1978 en Italie à Anagni (Frosinone), demeurant professionnellement au 9A, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg,

2) Le siège social est établi à L-1724 Luxembourg, 9A, boulevard du Prince Henri.

Le notaire instrumentant a rendu le partie comparante représentée comme dit ci-avant attentive au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par ladite partie comparante.

Pouvoirs

Le mandataire de la partie comparante, agissant dans un intérêt commun, donne pouvoir à tous clercs et employés de l'Étude du notaire soussigné, à l'effet de faire dresser et signer tous actes rectificatifs (faute(s) de frappe) éventuels des présentes.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Antonio Quaratino, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 25 janvier 2016. 1LAC/2016/2397. Reçu 75,- €.

Le Receveur (signé): Paul Molling.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 29 janvier 2016.

Référence de publication: 2016059226/132.

(160019749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2016.

Oberon Credit Investment Fund III S.C.A. SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Capital social: EUR 35.501,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 203.492.

—
STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the twenty first day of December,

Before Maître Jacques KESSELER, notary residing in Petange,

THERE APPEARED:

Oberon III GP S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated on December 21st 2015, in the process of registration with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, here duly represented by Evelyn Maher, attorney-at-law, residing professionally in Howald, by virtue of a proxy given on December 21st 2015, in Luxembourg.

Rothschild Bank International Limited, a private limited liability company, registered under number 1088 w, with registered office at St Julian's Court, St Peter Port, Guernsey GY1 3BP, here duly represented by Evelyn Maher, attorney-at-law, residing professionally in Howald, by virtue of a proxy given on December 18th 2015, in Guernsey.

N M Rothschild & Sons Limited, a private limited liability company, registered in England and Wales with company number 00925279, with registered office at New Court, St Swithin's Lane, London, United Kingdom, EC4N 8AL, here duly represented by Evelyn Maher, attorney-at-law, residing professionally in Howald, by virtue of a proxy given on December 18th 2015, in London.

The above mentioned proxies shall be signed "ne varietur" by the attorney of the above named persons and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for purposes of registration.

The above named parties, represented as mentioned above, have declared their intention to constitute by the present deed a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) and to draw up its articles of association as follows:

1. Name - Registered office - Object - Duration.

1.1 Formation and Name

(a) There exists among the General Partner and the persons who become owners of the shares issued in accordance with the following and all those who may become Shareholders in the future an investment company with variable capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé - SICAV-SIF) in the form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the "1915 Law"), the SIF Law and these articles of association (the "Articles").

(b) The name of the Company shall be Oberon Credit Investment Fund III S.C.A. SICAV-SIF.

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company shall be established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality of the City of Luxembourg by a decision of the General Partner.

2.2 The registered office may not be transferred to any place outside the Grand Duchy of Luxembourg except as otherwise provided herein.

2.3 Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner.

3. Corporate object.

3.1 The object of the Company is to place the funds available in debt and debt related securities and instruments and equity and equity related securities and instruments, within the widest meaning permitted by the SIF Law, in accordance with the investment policy set out in the Prospectus and subject to the restrictions in these Articles, with the purpose of diversifying investment risk and affording its shareholders the benefit of the management of the Company.

3.2 Subject to Article 13.1 the Company may borrow and may pledge, mortgage or charge or otherwise create security interests in and over the Company's assets, property and rights to secure the Company's obligations and the obligations of any of its subsidiaries or the General Partner; the Company may further guarantee, in accordance with Article 13.1, the obligations of any of its subsidiaries or the General Partner.

3.3 Subject to Article 3.4, the Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its Investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4 The Company may carry out any measures and carry out any operation or transaction, which it may deem useful in the development and accomplishment of its purpose to the full extent permitted by the SIF Law but subject, at all times, to the limitations and investment restrictions set out in these Articles and the Prospectus.

4. Duration.

4.1 The Company is incorporated for a period of six years and three months commencing from the date of incorporation provided that the term of the Company may be extended for a period or two consecutive periods each not exceeding one year as follows:

(a) The first year of extension may be decided at any time prior to the expiry of the term of the Company pursuant to a decision of the General Partner. Upon the extension of the term by decision of the General Partner, the General Partner is authorised to represent the Company before a notary and the Registre de Commerce et des Sociétés in order to revise the end date of the Company.

(b) The second year of extension shall be decided at any time prior to the expiry of the term of the Company in accordance with Articles 24.3 and 24.4.

(c) Promptly following approval of an extension, notice of the revised termination date shall be given to the Shareholders.

4.2 Subject to Articles 24.3 and 24.4, the Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several Investors.

5. Capital - Shares.

5.1 The share capital of the Company (the "Share Capital") shall be represented by fully paid-up shares of no par value, the total value of which at any time shall be equal to the total net assets of the Company as described in Article 28.1 below.

5.2 The Share Capital shall be represented by the following two types of shares:

(a) "Management Shares": shares which shall be subscribed by the General Partner, as unlimited shareholder (actionnaire-gérant commandité);

(b) "Ordinary Shares": shares which shall be subscribed by limited shareholders (actionnaires commanditaires).

5.3 The initial subscribed share capital of the Company amounts to thirty five thousand five hundred and one euros (EUR 35,501) divided into:

(a) one (1) Management Share in respect of which one euro (EUR 1) is paid up;

(b) three (3) Class A Ordinary Shares in respect of which ten thousand euros (EUR 10,000) is paid up on each (the “Class A Ordinary Shares”) which amount represents the issue price and the Premium; and

(c) fifty five (55) Class B Ordinary Shares in respect of which one hundred euros (EUR 100) is paid up on each (the “Class B Ordinary Shares”), the holders of which shall be entitled to the Incentive Return;

the Management Share, the Class A Ordinary Shares, the Class B Ordinary Shares and any further Class of Ordinary Shares created and issued in accordance with these Articles are hereinafter collectively referred to as the “Shares”.

5.4 The minimum capital of the Company shall be one million two hundred fifty thousand euros (EUR 1,250,000), which must be reached within twelve (12) months after the date on which the Company has been authorised in accordance with the SIF Law.

5.5 The General Partner may, at any time, issue to limited shareholders Class A Ordinary Shares carrying the rights and obligations set out in these Articles and such further classes of Ordinary Shares (collectively the “Classes” and individually a “Class”) which shall rank *pari passu* with the Class A Ordinary Shares, except to the extent that such Class carries different rights and obligations with regard to eligible investors as may be determined by the General Partner.

5.6 The General Partner may further decide to create within each Class of Ordinary Shares two or more sub-classes denominated in different currencies. In these articles any reference to “Class” or “Classes” shall also mean a reference to “sub-class” or “sub-classes”, as the case may be, unless the context otherwise requires.

5.7 The base currency of the Company shall be Euro (EUR).

6. Capital commitments.

6.1 The Sponsor Group has subscribed upon incorporation and paid up in full:

(a) one (1) Management Share (subscribed for by the General Partner); and

(b) fifty five (55) Class B Ordinary Shares.

6.2 Each prospective Investor wishing to subscribe for Class A Ordinary Shares in accordance with these Articles shall execute a subscription agreement in a form approved by the General Partner (the “Subscription Agreement”), which may be accepted by the General Partner at a Closing.

6.3 Each Investor whose Subscription Agreement has been accepted by the General Partner shall be issued Class A Ordinary Shares upon a Capital Call pursuant to the terms of its Subscription Agreement and these Articles.

6.4 The commitments of the Investors to subscribe for Class A Ordinary Shares made pursuant to their Subscription Agreements are hereinafter collectively referred to as “Commitments” and provided that amounts committed in currencies other than the base currency of the Company are converted to the base currency of the Company as at the date of acceptance of the Subscription Agreement by the General Partner and by reference to the FX rate published by the European Central Bank as at 14:15 CET on such date or such other rate as the General Partner determines in its reasonable opinion.

6.5 An Investor's Undrawn Commitment shall be subscribed by that Investor to the Company in such amounts and at such times on or after the First Closing as the General Partner may require by the issue of a drawdown notice (“Drawdown Notice”) to that Investor (a “Capital Call”) for any purpose of the Company including without limit for the purpose of funding:

(a) the Acquisition Cost of Investments;

(b) the Management Fee;

(c) Organisational Expenses;

(d) the other expenses and liabilities of the Company including, but without limitation, liabilities of the Company under Article 25.1(c); and

(e) the obligations of that Investor under Article 11.2(b);

provided that a Capital Call in respect of a Subsequent Closing may also include such amount referred to under Article 11.2(b)(iv), and provided further that any Capital Call made in a currency other than the base currency of the Company shall be converted to the base currency of the Company as at the Business Day immediately preceding the date that the Capital Call is issued and by reference to the FX rate published by the European Central Bank as at 14:15 CET on such date or such other rate as the General Partner determines in its reasonable opinion.

6.6 Each Drawdown Notice shall give not less than ten (10) Business Days written notice requesting payment of the Capital Call, save in respect of the first Drawdown Notice issued on or following the First Closing, in respect of which the first Capital Call may be due on such shorter period as specified by the General Partner. Following the expiry of the Investment Period, no Drawdown Notice shall be served for the purpose of funding the Acquisition Cost of Investments except as permitted under Article 14.1(d)(i).

6.7 Upon payment of a Capital Call by an Investor in respect of Class A Ordinary Shares the General Partner shall issue, in accordance with Articles 7 and 8, to that Investor such number of Class A Ordinary Shares as shall equal the result of dividing the total Capital Call in respect of that Investor by the aggregate of:

(a) the issue price per Class A Ordinary Share referred to at Article 8.3; plus

(b) the Premium;

except as otherwise provided in Article 11.2(b)(ii).

6.8 Capital Calls from Investors shall (subject to Articles 9 and 11) be made pro rata to Commitments.

6.9 The General Partner may delegate to any director, manager, officer, or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the subscription monies of the Ordinary Shares to be issued and to deliver them.

7. Shares.

7.1 Shares are indivisible and the Company recognises only one owner per Share. Joint holders of a Share shall appoint a joint representative who shall represent them towards the Company provided that the General Partner has the right to suspend the exercise of all rights attached to such Share until a joint representative has been appointed. Fractions of Shares may be issued up to three decimal places and shall carry rights in proportion to the fraction of a Share they represent but shall carry no voting rights.

7.2 Shares will be issued pursuant to Article 8.1 in registered form and fully paid-up. The inscription of the respective Shareholder's name in the register of registered Shares (the "Register") evidences its right of ownership of such registered Shares. The Register which shall be kept by the General Partner or by an entity designated therefore by the Company (the "Registrar and Transfer Agent") shall contain the name of each Shareholder, its residence, registered office or elected domicile, the number of Shares (and their Class) held by it, the amount paid in for each Share, banking references, and, if applicable, their date of transfer.

7.3 Each Shareholder may change the data contained in the Register by notice to the General Partner.

7.4 Share certificates in registered form may be issued at the discretion of the General Partner and shall be signed by the General Partner. The costs relating to the issue of such certificates shall be borne by the Shareholder having requested such certificate.

8. Issuance of shares.

8.1 Shares of the Company will be issued by the General Partner or its appointed agent on behalf of the Company, provided however, in relation to Ordinary Shares, that the General Partner has drawn down Commitments pursuant to Article 6 and payment for those Shares has been received by the General Partner or the Registrar and Transfer Agent.

8.2 Ordinary Shares may only be subscribed by Well-Informed Investors.

8.3 Whenever the Company offers Class A Ordinary Shares for subscription, the issue price per Share shall be five thousand euros (EUR 5,000) or the equivalent in the currency of the relevant sub-class. The issue price per Class A Ordinary Share (plus Premium, if any) shall be payable within the period as set out in the Capital Call relating thereto. Such issue price shall be calculated on the basis that amounts committed in currencies other than the base currency of the Company are converted to the base currency of the Company as at the date of acceptance of the Subscription Agreement by the General Partner and by reference to the FX rate published by the European Central Bank as at 14:15 CET on such date or such other rate as the General Partner determines in its reasonable opinion.

8.4 The General Partner is authorised to issue that number of Class A Ordinary Shares carrying an aggregate issue price plus Premium equal to aggregate Commitments from time to time (including, without limitation, Commitments from Subsequent Investors), without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for such Class A Ordinary Shares to be issued.

8.5 Each newly issued Ordinary Share in a particular Class shall entitle its holder to the same rights and obligations as the holders of existing Ordinary Shares of the same Class.

9. Default.

9.1 If any Shareholder that has made a Commitment to the Company fails at any time to pay the drawn down amounts due on the relevant payment date, the General Partner may decide to apply an interest charge on such amounts (the "Default Interest"), without further notice, at a rate equal to EURIBOR plus six per cent. (6%) per annum, until the date of full payment. The Default Interest shall be calculated on the basis of the actual number of days elapsed between the relevant payment date (inclusive) and the actual date the relevant payment is received by the Company (exclusive).

9.2 If within ten (10) Business Days following a formal notice served by the General Partner by registered or electronic mail or courier, the relevant Shareholder has not paid the full amounts due (including the Default Interest due), this Shareholder shall become a defaulting Shareholder (the "Defaulting Shareholder") and the General Partner may bring legal action in order to compel the Defaulting Shareholder to pay its unpaid Capital Call in full.

9.3 Upon becoming a Defaulting Shareholder, all the Shares registered in the Defaulting Shareholder's name shall become defaulted Shares (the "Defaulted Shares"). Defaulted Shares shall have their voting rights suspended and shall not carry any right to distributions, as long as the outstanding payment set out above has not been effected.

9.4 All Shares registered in the name of such Defaulting Shareholder shall be subject at the discretion of the General Partner to one of the two following alternative procedures:

(a) The Defaulting Shareholder's Shares may be subject to a compulsory redemption (the "Defaulted Redeemable Shares") in accordance with the following rules and procedures:

(i) the General Partner shall send a notice (hereinafter the "Redemption Notice") to the relevant Defaulting Shareholder; the Redemption Notice shall specify, inter alia, the Defaulted Redeemable Shares to be redeemed and the price to be paid. The Redemption Notice may be sent to the Defaulting Shareholder by registered or electronic mail or courier to its last known address. From close of business on the day specified in the Redemption Notice, the Defaulting Shareholder shall

cease to be the owner of the Defaulted Redeemable Shares specified in the Redemption Notice and the Register of the Company will be amended accordingly;

(ii) in such compulsory redemption, the redemption price will be equal to:

I. the issue price plus Premium in respect of the Defaulted Redeemable Shares paid on issue (less, if applicable, any Subsequent Closing Reduction Amount in respect of any of the Defaulted Redeemable Shares that was applied on their issue); or

II. if the General Partner so elects, the Net Asset Value of such Defaulted Redeemable Shares on the relevant redemption date (in which event Article 26.1 shall apply to the extent any amount shall be payable to the holders of Class B Ordinary Shares);

less, in each case, Default Interest accrued on the unpaid part of the Capital Call as well as administration and miscellaneous costs and expenses borne by the Company in respect of such default (the "Default Redemption Price"). The Default Redemption Price will be payable only at the close of the liquidation of the Company, unless the General Partner elects to pay it at an earlier date and provided that if, in the determination of the General Partner, the Default Redemption Price payable at the close of the liquidation of the Company exceeds the amount the Defaulting Shareholder would have received in respect of its Defaulted Redeemable Shares by the close of the liquidation of the Company had it not become a Defaulting Shareholder, the Default Redemption Price shall be reduced to that amount.

(b) Alternatively, the General Partner may decide:

(i) to procure the sale of the Shares of the Defaulting Shareholder to a purchaser determined by the General Partner in its sole discretion (the "Purchaser"), but provided that if the Purchaser is a member of the Sponsor Group then the Purchaser must have the prior approval of the Investor Committee, at the Default Redemption Price (or such higher price as the General Partner may in its discretion determine). The Default Redemption Price (or such higher price, if applicable) shall be payable immediately to the Company by the Purchaser and (after the deduction of all fees and expenses incurred in relation to such default as determined at the discretion of the General Partner) by the Company to the Defaulting Shareholder only upon liquidation of the Company (unless the General Partner elects to pay it at an earlier date) and after satisfaction of all other holders of Shares of their respective distributions pursuant to these Articles, and shall not bear interest until such due date. The General Partner shall constitute the agent for the sale of the Defaulting Shareholder's Shares (as well as the transfer of the Undrawn Commitment of such Defaulting Shareholder) and each Shareholder agrees to appoint or procure the appointment of the General Partner as its true and lawful attorney to execute any documents required in connection with such transfer if it shall become a Defaulting Shareholder and shall ratify whatever the General Partner shall lawfully do pursuant to such power of attorney and to keep the General Partner indemnified against any claims, costs and expenses which the General Partner may suffer as a result thereof;

(ii) in the event of such sale, the Purchaser shall, on completion of the transfer, be admitted to the Company as a new Shareholder and shall assume all rights and obligations of the Defaulting Shareholder (including, for the avoidance of doubt, the Undrawn Commitment of the Defaulting Shareholder).

9.5 The General Partner may bring any legal actions it may deem appropriate against the Defaulting Shareholder based on breach of its Subscription Agreement with the Company.

9.6 In order to make up a shortfall in available funds for investments or any expenses (but excluding the Management Fee calculated by reference to the Defaulting Shareholder) and other liabilities arising as a result of the default by a Defaulting Shareholder in respect of its Capital Call, the General Partner:

(a) may issue further Drawdown Notices to the other Investors up to the amount of the shortfall (but not in respect of any Investor, for the avoidance of doubt, beyond that Investor's Undrawn Commitment); or

(b) may cause the Company to borrow up to the amount of the shortfall pursuant to a Liquidity Facility; or

(c) may procure co-investment alongside the Company.

9.7 The sanctions applied against Defaulting Shareholders described above are not exclusive of any recourse that the General Partner may adopt in order to recover the unpaid amounts.

9.8 The provisions of Article 9.4 may also be applied by the General Partner to a Shareholder (who shall be treated as a Defaulting Shareholder for the purposes of Article 9.4) in the circumstances expressly stated in that Shareholder's Subscription Agreement.

10. Redemptions of shares.

10.1 The Company is a closed-ended company and thus unilateral redemption requests by the Shareholders will not be accepted by the Company.

10.2 The Company may redeem Ordinary Shares in order to distribute to the Shareholders upon the disposal of an Investment by the Company the net proceeds of such Investment and any such redemption will be considered a distribution in the context of the determination of the rights of the Shareholders pursuant to the distribution policy as more particularly described at Article 26. Ordinary Shares in a particular Class shall be redeemed on a pro rata basis from all existing Ordinary Shareholders holding that Class.

10.3 Ordinary Shares may also be redeemed compulsorily if:

(a) The relevant Shareholder ceases to be or is found not to be a Well-Informed Investor; or

(b) By virtue of that Shareholder holding Shares, the Company becomes (or, in the reasonable determination of the General Partner, there is a substantial likelihood that it will become):

(i) subject to withholding imposed on a payment made to it on account of the Company's inability to comply with the reporting requirements imposed by the Foreign Account Tax Compliance Provisions; or

(ii) required under the Foreign Account Tax Compliance Provisions (including any voluntary agreements entered into with a taxing authority) to compulsorily redeem such Shareholder's Ordinary Shares; or

(c) The General Partner determines acting reasonably that the continuation of the holding of the relevant Ordinary Shares by the holder will have an adverse effect on the Company, the General Partner or any other holder of Shares.

10.4 For the purpose of compulsory redemption pursuant to Article 10.3 the provisions of Article 9.4 shall apply save that the price of the Ordinary Shares to be redeemed shall (unless the relevant shareholder (i) is also determined to be a Defaulting Shareholder under the provisions of Article 9.2 or (ii) is a transferee in receipt of Ordinary Shares but who is found not to be a Well-Informed Investor, in either such case Article 9.4 shall apply without the following modification) be determined by the General Partner based on the Net Asset Value of the relevant Ordinary Shares on the relevant redemption date and Article 9.4 shall be read accordingly. The General Partner may, in its discretion, determine to effect a transfer of the Ordinary Shares that would otherwise be compulsorily redeemed at the same price as would have been paid on a redemption. For this purpose:

(a) The General Partner shall constitute the agent for the sale of the relevant Shareholder's Shares and each Shareholder agrees to appoint or procure the appointment of the General Partner as its true and lawful attorney to execute any documents required in connection with such transfer if it shall become subject to compulsory redemption under Article 10.3 and shall ratify whatever the General Partner shall lawfully do pursuant to such power of attorney and to keep the General Partner indemnified against any claims, costs and expenses which the General Partner may suffer as a result thereof; and

(b) in the event of such sale, the purchaser shall, on completion of the transfer, be admitted to the Company as a new Shareholder and shall assume all rights and obligations of the relevant transferring Shareholder in respect of the Shares so transferred.

10.5 The Company shall have the right, if the General Partner so determines, to satisfy in kind the payment of the redemption price to any Ordinary Shareholder by allocating to the Ordinary Shareholder investments from the portfolio of assets of the Company equal to the value of the Ordinary Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Shareholders of the Company and the valuation used shall be confirmed by a special report of a Luxembourg independent auditor. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee. Such satisfaction in kind shall, during the life of the Company, require the consent of the relevant Ordinary Shareholder but may be effected by the General Partner without such consent within the period of six months of the end of the life of the Company in order to complete the liquidation of the Company if the General Partner is of the view that a sale of such assets is not practicable or in the interests of Shareholders.

10.6 If redemptions for more than one Shareholder shall be taking place pursuant to Article 10 on the same date and/or there shall be a Subsequent Closing and/or issue of Class A Ordinary Shares on the same date, the General Partner shall make, or procure there shall be made, such adjustment to the Net Asset Value as it shall consider necessary in good faith in order to avoid the concurrent redemption, Subsequent Closing or issue (as relevant) causing an undue adverse or favourable effect on the Net Asset Value for the purposes of the redemption(s) under this Article 10.

10.7 Subject to the provisions of this Article 10, the General Partner shall determine the terms and timing of any redemption in its sole and absolute discretion.

11. Admission of additional investors.

11.1 Admission of Subsequent Investors

(a) The General Partner may, at one or more future Closings after the date of incorporation up to and including the last Business Day of the month in which the date falling 18 months after the date of the First Closing occurs, admit Subsequent Investors to the Company or permit existing Investors to increase their Commitments to the Company.

(b) Each such Subsequent Investor shall be required to execute a Subscription Agreement. Any existing Investor increasing its Commitment may, with the agreement of the General Partner, do so by way of amending the terms of its existing Subscription Agreement (but on the basis that all representations, warranties, confirmations and acknowledgements contained therein as at the Closing at which it was admitted are repeated on the date its Commitment is increased).

11.2 Adjustments on Subsequent Closings

(a) On a Subsequent Closing the General Partner shall procure that the following shall be determined either on the date of the Subsequent Closing or as soon as practicable thereafter:

(i) the Net Asset Value of a Class A Ordinary Share in the currency of the relevant sub-class as at that date calculated in accordance with Article 28.1 (including without limitation Article 28.1(d)) ("Subsequent Closing NAV per Class A Ordinary Share"),

(ii) the result of deducting from the Subsequent Closing NAV per Class A Ordinary Share the amount of EUR 10,000 (or the equivalent amount in the currency of the relevant sub-class), in respect of which, if the result is negative, it shall be the "Subsequent Closing Reduction Amount per Share" and if the result is positive, it shall be the "Subsequent Closing

Additional Amount per Share”, provided that a Subsequent Closing Reduction Amount per Share shall be no lower than minus EUR 5,000 (or the equivalent amount in the currency of the relevant sub-class),

provided that if any redemptions shall be taking place pursuant to Article 10 on the same date as the Subsequent Closing and/or issue of Class A Ordinary Shares other than to Subsequent Investors pursuant to this Article 11.2, the General Partner shall make, or procure there shall be made, such adjustment to the Subsequent Closing NAV per Class A Ordinary Share as it shall consider necessary in good faith in order to avoid the concurrent redemption or issue (as relevant) causing an undue adverse or favourable effect on the Subsequent Closing NAV per Class A Ordinary Share for the purposes of the Subsequent Closing.

(b) In respect of the Commitment of a Subsequent Investor that is to be accepted at the relevant Subsequent Closing:

(i) there shall be calculated the number of Class A Ordinary Shares as would be issued at the issue price plus Premium without adjustment under (ii) below, if the Subsequent Investor is drawn down by way of Capital Call such amount of its Commitment as equals the same proportion of Commitments drawn down from Investors who have been admitted prior to that Subsequent Closing, except to the extent relating to amounts drawn down to fund Class A Ordinary Shares which have been redeemed pursuant to Article 10.2 prior to that Subsequent Closing, (“Relevant Number of Shares”);

(ii) the Relevant Number of Shares shall be issued to the Subsequent Investor in response to an actual Capital Call (which shall be drawn down from that Subsequent Investor) equal to:

- 1) the issue price per Class A Ordinary Share referred to at Article 8.3; plus
 - 2) the Premium minus the Subsequent Closing Reduction Amount per Share or plus the Subsequent Closing Additional Amount per Share, whichever is applicable;
- multiplied by the Relevant Number of Shares;

(iii) in the case of a Subsequent Closing Reduction Amount per Share applied under (ii), the Subsequent Investor's Undrawn Commitment shall be deemed to be reduced by the Subsequent Closing Reduction Amount per Share multiplied by the Relevant Number of Shares (notwithstanding that the Subsequent Investor shall not have been required to fund such amount); and

(iv) in the case of a Subsequent Closing Additional Amount per Share applied under (ii), the Subsequent Investor shall pay that amount multiplied by the Relevant Number of Shares as a Capital Call in addition to, and not forming part of, its Commitment.

(c) Subsequent Closings will be held on the last Business Day of a calendar month, unless the General Partner determines to hold a Subsequent Closing other than on such last Business Day of a calendar month, in which event the General Partner shall:

(i) use the Net Asset Value determined as of the last Business Day of the preceding calendar month; and

(ii) make such adjustments to that Subsequent Closing NAV per Class A Ordinary Share for the purposes of this Article 11 as the General Partner shall consider reasonable and necessary to take account of distributions, drawdowns or accrued interest in cash and in kind that would not otherwise have been taken into account in the Subsequent Closing NAV per Class A Ordinary Share determined as of the last Business Day of the preceding calendar month.

(d) For the avoidance of doubt, the provisions of this Article 11.2 will also be applied to an Investor which increases its Commitment at a Subsequent Closing, such provisions applying to the amount by which such Commitment is increased, as though it were the Commitment of a Subsequent Investor.

12. Transfer of shares.

12.1 Transfers of Class A Ordinary Shares may be made to Well-Informed Investors without any requirement for the consent of the General Partner or otherwise.

12.2 Once the transferor has transferred its Ordinary Shares, such transferor shall have no further liability of any nature in respect of the Company in relation to the Ordinary Shares it has transferred.

12.3 Any transfer of registered Ordinary Shares shall be made by a written declaration of transfer (a standard form of which may be requested from the General Partner) to be inscribed in the Register, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act on their behalf, and in accordance with the rules on the assignment of claims laid down in Article 1690 of the Civil Code. The Company may accept and enter in the register of Shareholders a transfer on the basis of correspondence or other documents recording the agreement between the transferor and the transferee.

12.4 The Management Share is exclusively and mandatorily transferable to the New General Partner upon removal of the existing General Partner pursuant to Article 20.

12.5 Any transfer of Class B Ordinary Shares is subject to the prior written consent of the General Partner in its discretion.

13. Management.

13.1 General Partner

(a) The Company shall be managed by the General Partner in accordance with these Articles, the Prospectus and any requirements of mandatory law. Unless otherwise provided by mandatory law or by these Articles, the General Partner

shall have the broadest powers to perform all acts of administration and disposition of the Company provided that the authority of the General Partner shall be limited to the Company's assets.

(b) The Ordinary Shareholders may not participate or interfere in the management of the Company.

(c) The General Partner shall be entitled to receive the Management Fee out of the assets of the Company (and to issue Drawdown Notices in respect thereof), payable within 10 Business Days of the close of each Quarter. The Management Fee in respect of a Quarter shall be reduced by the amount (if any) of fees received by the Investment Manager from any subsidiary of the Company to which the Investment Manager provides services pursuant to the Investment Management Agreement.

(d) If the Sponsor Group (or any of its directors or employees) shall receive fees from an Investee Company by reference to the Company's Investment in that Investee Company, the General Partner shall procure that the amount of any such fees (net of tax suffered or to be suffered thereon) shall be either (i) paid to the Company by the end of the Quarter in which such fees are received or (ii) deducted from the Management Fee payable in respect of the Quarter in which such fees were received. For the avoidance of doubt this shall not include fees received by the Investment Manager from any subsidiary of the Company as referred to in the last sentence of Article 13.1(c).

(e) All powers not expressly reserved by mandatory law or by these Articles to the general meeting of the Shareholders shall be exercised by the General Partner.

(f) The General Partner shall have the power to cause the Company to enter into a Liquidity Facility, but shall not otherwise cause the Company to borrow.

(g) Subject always to the restrictions contained in these Articles and mandatory law, the General Partner shall have, in particular, the broadest powers to implement the investment strategy, as well as the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

(h) The authority of the General Partner shall terminate automatically (in favour of the New General Partner) upon its removal from the Company pursuant to Article 20.

(i) Any change in the management or replacement of the General Partner is subject to the agreement of the CSSF.

(j) The General Partner shall have the power to cause the Company to guarantee (i) the obligations of any of the subsidiaries of the Company and/or (ii) the obligations of the General Partner undertaken by the General Partner in the course of carrying on the business of the Company.

(k) The General Partner shall have the power to pledge, mortgage or charge or otherwise create security interests in and over the Company's assets, property and rights to secure (i) the Company's obligations, (ii) the obligations of any of the subsidiaries of the Company and/or (iii) the obligations of the General Partner undertaken by the General Partner in the course of carrying on the business of the Company. Without prejudice to the generality of the foregoing:

(i) the General Partner shall have the power to grant to a lender (or its duly authorised agent), in respect of a liquidity facility entered into by the Company or any of the subsidiaries of the Company with that lender (or its duly authorised agent), an assignment of the right to issue Drawdown Notices in respect of Undrawn Commitments, with the effect that the lender (or its duly authorised agent) may (subject always to the terms of the relevant liquidity facility) issue one or more Drawdown Notices directly to Investors requiring payment to the Company of an amount not exceeding their Undrawn Commitments for the purpose of satisfying outstanding claims of the lender (or its duly authorised agent) under such liquidity facility;

(ii) Drawdown Notices issued by a lender (or its duly authorised agent) pursuant to an assignment referred to under (i) above shall for the avoidance of doubt be given in accordance with Articles 6.6 and 6.8;

(iii) each Investor who is party to a Subscription Agreement shall be obliged to comply in full with any Drawdown Notice issued by a lender (or its duly authorised agent) to whom an assignment has been made pursuant to the foregoing, as if such Drawdown Notice had been issued by the General Partner (and accordingly for the avoidance of doubt failure to so comply shall fall within the default provisions of Article 9) and such Investor shall not be entitled to make any deduction, offset, counterclaim, defence or otherwise withhold payment if the lender (or its duly authorised agent) has issued such Drawdown Notice in accordance with the terms of the liquidity facility;

(iv) each Investor shall be and is hereby notified that (A) the Company may be prohibited under the terms of a liquidity facility entered into by the Company or any of the subsidiaries of the Company from making any distributions to the Investors for so long as an event of default, having occurred under that liquidity facility, is continuing; and (B) if the liquidity facility so provides, any claims or rights that the Investors may have against the Company in connection with distributions or otherwise will be subordinated to all claims and rights of lender(s) under that liquidity facility;

(v) the foregoing paragraphs (i) to (iv) of this Article 13.1(k) are for the benefit of a lender (or its duly authorised agent) under a liquidity facility entered into by the Company or any of the subsidiaries of the Company with that lender (or its duly authorised agent), and that lender (or its duly authorised agent) may rely thereon and enforce them as provided for in article 2(5) of the Luxembourg law of 5 August 2005 on financial collateral arrangements, as amended, and article 1121 of the Luxembourg civil code;

provided that for the avoidance of doubt the foregoing references to credit facilities shall not be taken to permit the General Partner to enter into credit facilities except to the extent permitted by Article 13.1(f).

(l) The General Partner shall have the power to take such action necessary or advisable to mitigate withholding or other taxes, including without limitation by complying with the reporting requirements of the EU Savings Directive and/or the Foreign Account Tax Compliance Provisions or by entering into and performing its obligations under agreements with any tax authority.

13.2 Alternative Investment Fund Manager

(a) The General Partner shall either itself be the external alternative investment fund manager (the “AIFM”) for the purposes of the AIFM Law or shall appoint another company to be the AIFM. The AIFM will (under the supervision of the General Partner if a separate company) manage the Company in accordance with the Prospectus, the Articles and under the conditions and within the limits laid down by Luxembourg laws and regulations, in particular the SIF law and the AIFM law and in the exclusive interest of the Shareholders, and it will be empowered, subject to the rules as further set out hereafter, to exercise all of the rights attached directly or indirectly to the assets of the Company. Details regarding the appointment of the external alternative investment fund manager, if different to the General Partner, will be incorporated in the Prospectus.

(b) Subject always to the restrictions contained in these Articles and mandatory law, the AIFM (or its delegate, as may be permitted pursuant to the AIFM Law) shall manage the Investments for the account of the Company with a view to achieving the investment strategy contained in the Prospectus provided always that the investments of the Company shall be restricted as described in these Articles. For the avoidance of doubt during the Investment Period the proceeds from realisations of Investments may be reinvested in new Investments and, following the Investment Period, Article 14.1(d) shall apply.

(c) If the General Partner is the AIFM, references in these Articles to the AIFM shall be deemed references to the General Partner and any duplication resulting therefrom shall be construed on the basis that there is a General Partner who is also the AIFM.

14. Restrictions.

14.1 The Company shall not (directly or through an investing vehicle):

(a) make any Investment in an Investee Company where the aggregate Commitments invested by the Company in that Investee Company (and unrealised) shall, as a result, exceed five per cent (5%) of Commitments (with allowance for a maximum of five (5) investments up to seven point five per cent (7.5%) of the Commitments);

(b) make any Investment in an Investee Company in a sector where the aggregate Commitments invested by the Company in that sector (and unrealised) shall, as a result, exceed fifteen per cent (15%) of Commitments (and the General Partner shall determine what constitutes a sector for this purpose);

(c) invest more than thirty per cent (30%) of Commitments in second secured debt (including mezzanine and other subordinated secured loans); and

(d) following the end of the Investment Period, invest in new Investments other than:

(i) Investments to which the Company (or an investing vehicle of the Company) was contractually committed (whether conditionally or otherwise) or which were in the course of negotiation or for which exclusivity had been granted during the Investment Period;

(ii) Investments that are funded out of the proceeds from the realisation of an Investment, up to an amount equal to the Acquisition Cost of that realised Investment, if:

I. the realisation was as a result of (in the General Partner's reasonable opinion) a credit deterioration of that Investment and the effect of the new Investment enhances the credit quality of the portfolio of Investments and does not increase (as reasonably determined by the General Partner) the weighted average maturity of the portfolio of Investments;

II. the realisation is a result of a credit enhancement of that investment and the effect of realisation creates a capital gain for the Company and the new investment does not decrease the credit quality of the Company (in the reasonable determination of the General Partner) or increase the weighted average maturity of the portfolio of Investments of the Company (in the reasonable determination of the General Partner); or

III. the realisation and new investment are required in order for the Company to comply with its investment restrictions and the new investment does not decrease the credit quality of the Company (in the reasonable determination of the General Partner) or increase the weighted average maturity of the portfolio of Investments of the Company (in the reasonable determination of the General Partner).

14.2 The provisions of Article 14.1 shall not be deemed breached by reason of a subsequent redemption taking place pursuant to Article 10 and the Company shall not in such circumstances (for the avoidance of doubt) be obliged to sell Investments in order to correct the position having regard to Commitments following the redemption, provided that the Company will, at all times, comply with any relevant regulation applicable to it and will at all times act in the best interests of the Investors.

15. Representation.

15.1 The General Partner shall have complete discretion and full power, authority and right to represent and bind the Company.

15.2 The Company shall be bound towards third parties by the signature of the General Partner or by the individual or joint signatures of any other persons to whom authority shall have been delegated by the General Partner as the General Partner shall determine in its discretion.

16. Delegation.

16.1 The General Partner may, from time to time and provided that it remains ultimately responsible (but subject to Article 27), appoint such officers or agents of the Company which it reasonably considers necessary for the operation and management of the Company, provided however that the Ordinary Shareholders may not act on behalf of the Company without risking their limited liability status.

16.2 The General Partner may, from time to time and always subject that it remains ultimately responsible (but subject to Article 27), delegate its power to perform specific tasks to one or more ad hoc agent(s). In particular, the General Partner may, from time to time, appoint one or more committees and delegate certain of its functions to such committees.

17. Investor committee.

17.1 The Company shall establish an “Investor Committee”. Appointments to the Investor Committee shall be made by the General Partner. The General Partner shall convene meetings of the Investor Committee as it considers appropriate (or such meetings of the Investor Committee may be convened by any members of the Investor Committee) to carry out the following tasks:

(a) to review any actual or potential conflicts of interest between members of the Sponsor Group and the Company (as provided for by Articles 19.2 and 19.3(d)) that are referred to the Investor Committee by the General Partner;

(b) to review with the General Partner the progress of the Company generally in achieving its investment objectives, provided always that the function of the Investor Committee shall be to consult with the General Partner in relation to the above matters and the General Partner shall not be required to follow any advice or recommendation of the Investor Committee but shall exercise its powers as set out herein at its own discretion unless the approval or consent of the Investor Committee is required under these Articles, in which event the General Partner shall be without any authority to proceed in connection with such matter until such approval or consent has been obtained. For the avoidance of doubt no member of the Investor Committee shall have any authority to take part in the control or management of the business of the Company.

17.2 The Investor Committee shall regulate its proceedings and meetings, as it considers fit including holding its meetings by telephone and permitting attendance at meetings by alternates or proxies, provided that:

(a) representatives of the General Partner, the AIFM and the Investment Manager shall be entitled to attend and to address any meetings of the Investor Committee but any person representing the General Partner, the AIFM or the Investment Manager shall not be entitled to vote on any resolution proposed at such meeting and may be excluded during discussions on any matter (including with the Auditors) or the taking of any vote; and

(b) the quorum for meetings of the Investor Committee shall be a majority of its members.

17.3 Decisions of the Investor Committee may either be in writing in the form of a written resolution (or counterparts thereof) signed by a majority of the members of the Investor Committee, or by way of a majority resolution of a majority of the members of the Investor Committee (or their alternates or proxies) present in person or by way of telephone at a duly convened meeting.

17.4 No fees shall be paid by the Company to members of the Investor Committee.

18. Investment manager. The AIFM shall appoint the Investment Manager on or before the First Closing. The latter shall provide investment management services on and subject to the terms of an Investment Management Agreement. The AIFM shall be entitled, from time to time, to appoint a member of the Sponsor Group to act as a replacement Investment Manager and enter into an Investment Management Agreement with such entity in substantially similar terms to the Investment Management Agreement entered into on or before the First Closing or to appoint a member of the Sponsor Group as its delegate in respect of portfolio management.

19. Investment allocations and conflicts of interest.

19.1 During the Investment Period, the AIFM shall procure that the Company shall have the opportunity to participate in investment opportunities available to the Investment Manager or the AIFM which meet the Company's investment purpose in a proportion determined in accordance with the policy referred to in the Prospectus. For the avoidance of doubt:

(a) the decision whether or not to proceed with an investment opportunity available to the Company shall be made by the Investment Manager in its discretion; and

(b) other funds managed or advised by the Sponsor Group and or the Sponsor Group itself may, in accordance with the aforementioned policy, invest alongside the Company in Investee Companies whether in the same class of investment or in different classes of investment (subject to Article 19.2).

19.2 The Sponsor Group and the AIFM have conflicts of interest management procedures to manage conflicts of interest between the AIFM, the Sponsor Group (including other clients of the AIFM and the Sponsor Group), the Investment Manager and the Company and, where any conflict cannot be resolved in accordance with such procedures, the AIFM shall not proceed in connection with the matter giving rise to the conflict without the approval of the Investor Committee.

19.3 No member of the Sponsor Group, the Investment Manager or the AIFM, or any funds or entities managed or advised by any of them, may engage in other transactions with the Company except for:

- (a) transactions which are expressly contemplated or approved by these Articles or the Prospectus; or
- (b) transfers to the Company of Investments made by the Sponsor Group during the period to the final Closing, such transfers being effected at a price no greater than the acquisition cost to the Sponsor Group of the relevant Investment together with any expenses associated with such acquisition paid by the Sponsor Group; or
- (c) transfers to the Company of Investments made by funds or entities managed or advised by the Sponsor Group and transfers of Investments from the Company to funds or entities managed or advised by the Sponsor Group, provided in each case such transfers are effected on terms no less favourable than arm's length terms; or
- (d) otherwise as may be approved by the Investor Committee.

For the avoidance of doubt any transfer carried out pursuant to clause 19.3 (b) and (c) above shall be executed with reference to a third party pricing service or broker market pricing.

19.4 Each Investor waives any claim that they might otherwise have against any member of the Sponsor Group or the AIFM in relation to any conflicts resolved or otherwise managed in accordance with the foregoing provisions.

19.5 Any Investor who has nominated a member of the Investor Committee but which has an interest which may conflict with that of the Company in respect of any matter required to be dealt with by the Investor Committee shall declare the nature of that interest to the Investor Committee and abstain from voting on the matter. Subject to that such Investors shall be entitled to take into account their own interests when exercising their votes on the Investor Committee.

19.6 Subject always to the restrictions contained herein no transaction or other business between the Company and any other company or entity shall be affected or invalidated by the fact that any member of the Sponsor Group or the AIFM (or any shareholder, affiliate, employee or officer of a member of the Sponsor Group) or any of the Shareholders is interested in, or is a partner, shareholder, member, director, officer or employee of such other company or entity.

20. Removal of the General Partner.

20.1 By a resolution passed at a general meeting of Class A Ordinary Shareholders (other than those who are members of the Sponsor Group) holding either:

- (a) a majority of the Commitments (disregarding Commitments held by the Sponsor Group) if a Cause Event has occurred; or
- (b) if a Cause Event has not occurred and the resolution is passed on a date falling on or later than the second anniversary of the First Closing, at least seventy five per cent. (75%) of the Commitments (disregarding Commitments held by the Sponsor Group),

may remove the existing General Partner ("Original General Partner") and substitute (subject to the approval of the CSSF) a person specified in the aforementioned resolution (the "New General Partner") as successor general partner of the Company in place of the Original General Partner such substitution to take effect on the date specified in the resolution (the "Removal Date") (which shall, in the case of (b), be a date not earlier than ninety (90) days after the date the resolution is passed).

20.2 Following its removal pursuant to Article 20.1, the Original General Partner shall:

- (a) retain the right to receive all amounts accrued to it hereunder as at the Removal Date including for the avoidance of doubt any accrued drawings on account of its Management Fee and the right to receive or have reimbursed to it any expenses in accordance with the terms of these Articles (such amounts to be paid to the Original General Partner within thirty (30) days of the Removal Date);
- (b) be entitled, if no Cause Event had occurred, to receive an additional fee equal to 18 (eighteen) months Management Fee calculated at the rate applying as at the date of the resolution to remove the Original General Partner;
- (c) continue to be entitled, along with other Indemnified Parties, to the benefit of the provisions regarding the exclusion of liability and indemnification set out in Article 27 and the New General Partner shall exercise to the fullest extent its rights as general partner in order to fulfil the Original General Partner's, and other Indemnified Parties', rights thereunder;
- (d) retain its Class B Ordinary Shares, provided that if the removal was in the circumstances of Article 20.1(a) the entitlements of such Class B Ordinary Shares in respect of future allocations and distributions pursuant to Article 26.1 shall be reduced by fifty per cent. (50%) and Article 26.1 and 26.4 shall be read accordingly and, further, if the removal pursuant to Article 20.1(a) was at a time when the Investment Period had not expired, Article 20.3 shall apply; and
- (e) procure that all Management Shares held by it at the time it is removed from office are forthwith transferred to the New General Partner, and shall effect all acts and sign all contracts and deeds and in general do all things that may be reasonably necessary to implement such transfer.

20.3 If the removal of the Original General Partner has been effected pursuant to Article 20.1(a) at a time when the Investment Period had not expired, the rights of the Class B Ordinary Shares held by the Original General Partner (or its transferee) shall (in addition to the variation referred to at Article 20.2(d)) be varied so that for the purposes of Article 26.1 the entitlements of such Class B Ordinary Shares shall be determined based on calculations that (for the purposes only of calculating the entitlements of the Class B Ordinary Shares) exclude the effect of any new Investments made and funded out of Capital Calls after the Removal Date and during the remainder of the Investment Period (or as permitted pursuant

to Article 14.1(d)(i)) except there shall not be so excluded Investments to which the Company (or an investing vehicle) was contractually committed (whether conditionally or otherwise) or which were in the course of negotiation or for which exclusivity had been granted prior to the Removal Date.

20.4 Following and with effect from the Removal Date, the New General Partner shall assume all of the Original General Partner's obligations to the Company and the Ordinary Shareholders and the New General Partner shall procure that the Company shall:

- (a) cease to use the name "Oberon";
- (b) cease to use any printed materials referring to "Oberon" or any member of the Sponsor Group; and
- (c) cease to do anything which would suggest a continuing association with the Sponsor Group.

20.5 Following a Removal Date, for the avoidance of doubt and without prejudice to Article 22.8, no amendment to the terms of these Articles that adversely affects the Original General Partner's rights or interests (or the rights and interests of the Sponsor Group or any person connected with the Sponsor Group under Article 27) may be made on or after the Removal Date without the written consent of the Original General Partner.

20.6 Following and with effect from the Removal Date, any holder of Class A Ordinary Shares who is a member of the Sponsor Group shall be deemed to have reduced its Undrawn Commitment to zero except if, at its election in its discretion, it gives written notice to the Company that its Undrawn Commitment shall not be reduced pursuant to this Article 20.6.

20.7 For the purposes of this Article 20, "Cause Event" shall mean one of the following:

- (a) an event occurring in relation to the General Partner as referred to at Article 29.1(b);
- (b) the General Partner having breached the terms of these Articles or the AIFM having breached the terms of the AIFM Agreement (if any) or the Investment Manager having breached the terms of the Investment Management Agreement, if (i) such breach materially and adversely affects the Company and (ii) such breach is not remedied within thirty (30) days after such breach has come to the attention of the General Partner or the Investment Manager;

(c) the gross negligence, wilful illegal act or wilful default of the General Partner in connection with the operation of the Company or the AIFM in connection with its services under the AIFM Agreement (if any) or the Investment Manager in connection with its services under the Investment Management Agreement, the effect of which is a material and adverse effect on the Company;

(d) the fraud of the General Partner in connection with the operation of the Company or the Investment Manager in connection with its services under the Investment Management Agreement or the AIFM in connection with its services under the AIFM Agreement (if any); or

(e) an injunction, or determination by a relevant securities authority against the General Partner, the AIFM or the Investment Manager which materially and adversely affects either the General Partner's ability to carry out its duties under these Articles or the AIFM's ability to carry out its duties under the AIFM Agreement (if any) or the Investment Manager's ability to carry out its duties under the Investment Management Agreement (provided that a preliminary injunction or determination that is lifted within sixty (60) days shall not be deemed a Cause Event),

provided that:

(i) written notice shall have been given by Investors representing a majority of Commitments (excluding those Commitments of the Sponsor Group) to the General Partner and/or the AIFM and/or the Investment Manager specifying that a Cause Event has occurred; and

(ii) if the General Partner, the AIFM or the Investment Manager disputes that a Cause Event has occurred, such dispute being notified to Investors within twenty (20) Business Days of receiving notice under 20.7(i) above, an Expert shall be appointed to determine whether a Cause Event has occurred. In making such determination the Expert shall act as an expert and not as an arbitrator and his decision shall be final and binding; and

(iii) the costs and expenses of any Expert shall be borne by the Company unless he directs otherwise and, if any Expert determines no Cause Event has occurred, the General Partner, the AIFM and the Investment Manager shall also be entitled to be indemnified out of the assets of the Company for all costs and expenses incurred by them in countering the notice and making representations to the Expert that a Cause Event had not occurred.

21. Shareholders.

21.1 Liability of the Shareholders

(a) The Ordinary Shareholders shall only be liable up to the amount of their respective Commitments or, if they have not made a Commitment, up to the amount contributed by them to the Company.

(b) The General Partner shall have unlimited and joint liability for the debts, liabilities and obligations of the Company.

22. General meetings of the shareholders.

22.1 The general meeting of Shareholders shall represent all the Shareholders of the Company. Subject to express provisions in these Articles, it shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company, provided that any resolution of the general meeting of Shareholders amending the Articles or creating rights or obligations vis-à-vis third parties must be approved by the General Partner.

22.2 The annual general meeting of Shareholders shall be held in Luxembourg, either at the Company's registered office or at any other location in Luxembourg, to be specified in the notice of the meeting, at 9 a.m. (Luxembourg time) on the third Thursday of June of each year. If this day is not a Business Day, the annual general meeting shall be held on the next Business Day.

22.3 Other general meetings of Shareholders may be held at the place and on the date specified in the notice of meeting.

22.4 General meetings of Shareholders shall be convened by the General Partner pursuant to a notice setting forth the agenda and sent by registered letter at least ten (10) Business Days prior to the meeting to each registered shareholder at the Shareholder's address recorded in the register of Shareholders. The giving of such notice to registered Shareholders need not be justified to the meeting. The General Partner shall be obliged to convene a general meeting so that it is held within a period of one month if Shareholders representing ten per cent. (10%) of the capital of the Company require so in writing with an indication of the agenda.

22.5 If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

22.6 Each Ordinary Share, whatever its value, shall provide entitlement to one vote. Fractions of Shares do not give their holders any voting right.

22.7 Unless otherwise provided for in these Articles the requirements for participation, the quorum and the majority at each general meeting are those outlined in articles 67 and 67-1 of the 1915 Law.

22.8 In accordance with article 68 of the 1915 Law any resolution of the general meeting of Shareholders of the Company affecting the rights of the holders of shares of any Class or type vis-à-vis the rights of the holders of shares of any other Class or Classes, type or types shall be subject to a resolution of the general meeting of Shareholders of such Class or Classes, type or types. The resolutions, in order to be valid, must be adopted in compliance with the quorum and majority requirements referred herein, with respect to each Class or Classes, type or types concerned.

23. Representation at general meetings of the shareholders.

23.1 Any Shareholder may be represented at a meeting of the Shareholders by another person (who does not need to be a Shareholder) appointed as its proxy in writing (provided that facsimile or e-mail shall be sufficient).

23.2 The General Partner may permit any Shareholder to participate in any meeting of Shareholders via telephone or video conference or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation in a meeting as set out in the previous sentence shall be deemed a participation in person at such meeting.

24. Voting and quorum.

24.1 Except as otherwise required by the 1915 Law or provided for in these Articles, resolutions at a meeting of the Shareholders duly convened shall be adopted by a simple majority (i.e. more than fifty per cent. (50%)) of the votes present or represented and cast, regardless of the proportion of the Share Capital represented at such meeting.

24.2 Each Shareholder may also vote by way of voting forms provided by the Company. These voting forms shall contain the date and place of the meeting, the agenda of the meeting, the text of the proposed resolutions as well as for each proposed resolution, three boxes allowing the respective Shareholder to vote in favour, against or abstain from voting on the proposed resolution. The voting forms shall be sent by the Shareholders by either mail, facsimile, courier or e-mail to the registered office of the Company. The Company shall only accept the voting forms which are received prior to the time of the meeting specified in the convening notice. Voting forms which show neither a vote (in favour or against the proposed resolutions) nor an abstention shall be void.

24.3 A general meeting of the Shareholders convened to:

- (a) amend any provisions of these Articles;
- (b) extend the term of the Company;
- (c) extend the Investment Period of the Company; or
- (d) voluntarily dissolve the Company;

shall not be quorate unless at least sixty six and two thirds per cent. (66²/₃%) of the Ordinary Shares are represented and the agenda indicates the proposed amendments, except in the case of 24.3(d) where a general meeting of the Shareholders shall not be quorate unless at least seventy five per cent. (75%) of the Ordinary Shares are represented. If this quorum is not reached, a second meeting shall be convened with the same agenda, in the manner prescribed by the Articles. The second meeting shall be quorate regardless of the proportion of the Ordinary Shares represented at such meeting, if so stated in the notice for such subsequent meeting.

24.4 Decisions:

- (a) to amend any provisions of these Articles;
- (b) to extend the term of the Company;
- (c) extend the Investment Period of the Company; or
- (d) to voluntary dissolve the Company;

shall require

- (x) (i) in the case of 24.4(a)-(c) a majority of sixty six and two thirds per cent. (662/3%) of the votes cast; or
- (ii) in the case of 24.4(d) a majority of seventy five per cent. (75%) of the votes cast; and
- (y) the consent of the General Partner (except in the case of Article 24.4(d) if a Cause Event has occurred) and provided that no amendment to these Articles may change the Company's jurisdiction, without the unanimous consent of all Shareholders and the General Partner or increase any Shareholder's Commitment without the consent of that Shareholder and the General Partner.

25. Expenses.

25.1 Costs and Expenses

The Company shall be responsible for:

- (a) all placement agents' fees incurred in the formation of the Company (unless the Sponsor Group elects to pay such fees) provided that the Management Fee shall be reduced by such fees borne by the Company;
- (b) all costs and expenses incurred by members of the Sponsor Group or any placement agent (other than fees as referred to in (a) above) in connection with or related to the formation of the Company and its subsidiaries (including, but not limited to, travel, accommodation and printing expenses, and legal, statutory, regulatory and accounting fees) plus any value added tax where applicable (collectively "Organisational Expenses");
- (c) all costs and expenses, direct or indirect, in relation to the business and operation of the Company (other than the overhead expenses of the General Partner, and the fees of the AIFM pursuant to the AIFM Agreement (if any) and the fees of the Investment Manager pursuant to the Investment Management Agreement). Expenses of the Company shall, without limitation, include the following:
 - (i) all costs and expenses incurred in relation to the calculation of Net Asset Value and the production and distribution of the reports and accounts and other information referred to in Article 28 including the fees of the Auditors in connection therewith;
 - (ii) all fees and expenses charged by any administrator appointed by the General Partner in respect of the Company, depositaries, custodians, the Registrar and Transfer Agent, lawyers, accountants and other professional advisers appointed by the General Partner (or on its behalf) in relation to the operation and administration of the Company generally and its termination and winding up and in relation to the formation, maintenance and winding up of any investment vehicles of the Company;
 - (iii) all legal, accounting, consultancy and other fees and expenses:
 - (A) relating to Investments, whether in respect of the selection, acquisition, holding or disposition thereof, to the extent that such fees and expenses are not borne by a third party, irrespective of whether or not such proposed Investments proceed; and
 - (B) relating to any Liquidity Facility;
 - (iv) all stamp and other taxes and all fees or other charges levied by any governmental agency against the Company in connection with its Investments or otherwise (subject to Article 25.1(e));
 - (v) the reasonable costs and expenses of general meetings of the Company or in obtaining Investor consents as may be required pursuant to these Articles;
 - (vi) the costs of any appropriate liability insurance (including without limitation warranty and indemnity insurance) taken out in respect of the Company, and any directors and officers' liability insurance taken out in respect of any directors or officers of the General Partner or any directors or officers of any Investee Company nominated by or on behalf of the Company;
 - (vii) the costs and expenses incurred in connection with any litigation, arbitration, investigation and other proceedings in connection with the Company or its Investments;
 - (viii) all costs and expenses relating to any application for admission to listing and trading of the Ordinary Shares on a regulated market or multilateral trading facility and in relation to the maintenance of such listing;
 - (ix) all operational, statutory and regulatory costs and expenses directly related to the Company.
- (d) To the extent that the any of the fees, costs and expenses that are the responsibility of the Company have been borne by the General Partner or any member of the Sponsor Group or any other person, they shall be entitled to be reimbursed by the Company.
- (e) All externally imposed costs, fees or charges (including stamp duty and stamp duty reserve tax) associated with the distribution of Investments in specie to a Shareholder shall be borne by such Shareholder.

26. Allocations and distributions.

26.1 After deducting or providing for such liabilities of the Company as the General Partner may determine, including the Management Fee, an amount determined by the General Partner to be available for distribution shall be subject to the following:

- (a) such amount shall be first divided between the number of Class A Ordinary Shares in issue; and
- (b) the resulting amount in respect of a Class A Ordinary Share shall be distributed to the holder of that Class A Ordinary Share until the amount paid in respect of that Class A Ordinary Share shall have equalled the Hurdle in respect of that Class

A Ordinary Share and any excess thereafter shall be paid as to 85% of such amount to the holder of that Class A Ordinary Share and 15% to the holders of Class B Ordinary Shares (and as between holders of Class B Ordinary Shares, pro rata to the number of such Shares held by them;

and for the avoidance of doubt:

(x) redemption proceeds in respect of a Class A Ordinary Share pursuant to Articles 9 or 10 (or sale proceeds in lieu of redemption) shall be subject to (b) above so that if the Hurdle is achieved in respect of such Class A Ordinary Share, the holders of Class B Ordinary Shares shall be entitled to 15% of the excess over the Hurdle and Articles 9 and 10 shall be construed accordingly; and

(y) to the extent moneys are paid in any currency other than the base currency of the Company, such amount shall be converted to the base currency of the Company as at the Business Day immediately preceding the distribution and by reference to the FX rate published by the European Central Bank as at 14:15 CET on such date or such other rate as the General Partner determines in its reasonable opinion.

26.2 General Partner shall be authorised to make interim distributions subject to the applicable law.

26.3 No distributions will be made unless there is sufficient cash available, or if the Net Asset Value of the Company would as a consequence of the distribution fall below the legal minimum of one million two hundred fifty thousand euros (EUR 1,250,000) (as required by the SIF Law) or if the General Partner believes, in good faith, that the distribution would put the Company in a position where it is unable to meet any future obligations or contingencies.

26.4 If, immediately prior to the liquidation of the Company, distributions in respect of a Class A Ordinary Share shall not be sufficient (other than by reason of this Article 26.4) to deliver the Hurdle in respect of that Class A Ordinary Share the holders of Class B Ordinary Shares shall be required to recontribute to the Company in aggregate the lower of:

(a) such amount as would, if distributed to the holder of that Class A Ordinary Share, result in distributions in respect of that Class A Ordinary Share being sufficient to deliver the Hurdle; and

(b) aggregate distributions paid to those holders in respect of their Class B Ordinary Shares by reference to that Class A Ordinary Share, net of taxation suffered (or to be suffered) by such holders in respect of such distributions (or any person having an economic interest in such distributions);

and such recontribution shall be distributed to holder of the Class A Ordinary Share until it has received distributions in respect of that Class A Ordinary Share sufficient to deliver the Hurdle in respect of that Share or until the recontribution amount has been fully distributed. The recontribution obligation by holders of Class B Ordinary Shares as required pursuant to this Article 26.4 shall be shared as between such holders in the same proportion as the aggregate distributions received by those holders in respect of their Class B Ordinary Shares and in respect of that Class A Ordinary Share after taking account of taxation suffered (or to be suffered) by such holders in respect of such distributions (or any person having an economic interest in such distributions).

26.5 For the purposes of these Articles and in particular for the purpose of determining the amount of distributions received by a Shareholder, each Shareholder shall be treated as having received an amount equal to:

(a) any tax deducted or withheld or required to be deducted or withheld from income and gains allocated to that relevant Shareholder; and

(b) all costs and expenses in relation to distributions together with any taxation payable by that Shareholder to the extent such costs, expenses or taxation are paid or payable by the Company or the General Partner on behalf of that Shareholder (without prejudice to any right of the Company or the General Partner to reclaim such amounts from the relevant Shareholder).

27. Limitation of liability and indemnification.

27.1 Limitation on Liability

(a) None of the General Partner or the AIFM or the Investment Manager or any person who acts as a director or manager of the Company or the AIFM or a member of the Sponsor Group or their respective agents, officers, shareholders, directors, consultants and employees or any member of the Investor Committee (each an "Indemnified Party"), shall to the maximum extent permitted by law be liable to the Company (or to any Shareholder) for any act or omission of the Indemnified Parties in connection with the conduct of the affairs of the Company or otherwise in connection with these Articles or the Subscription Agreements or the Investment Management Agreement or the matters contemplated herein or in the Prospectus, unless it is determined by any court or governmental body of competent jurisdiction in a final judgment not subject to appeal that in the case of an Indemnified Party other than a member of the Investor Committee such act or omission resulted directly from the Indemnified Party's (i) fraud; (ii) illegal acts, unless there was no reasonable cause for the Indemnified Party to believe that its conduct was illegal; (iii) bad faith or wilful misconduct towards the Company; (iv) gross negligence except in the case of gross negligence towards a third party who is claiming against the Indemnified Person, if the Indemnified party was acting in good faith and in a manner reasonably believed to be in or not opposed to the best interests of the Company, or (v) material breach of these Articles or the Subscription Agreements or the Investment Management Agreement and, in the case of an Indemnified Party who is or was a member of the Investor Committee, such act or omission resulted directly from the Indemnified Party's (i) fraud; (ii) illegal acts, unless there was no reasonable cause for the Indemnified Party to believe that its conduct was illegal; or (iii) wilful misconduct towards the Company. In addition, no Indemnified Party shall be liable to the Company (or to any Shareholder) for any mistake, negligence, dishonesty or bad

faith of any broker, advisor or agent of the Company selected with reasonable care by the General Partner or that Indemnified Party.

(b) To the extent that, at law or in equity or otherwise, the General Partner has duties (including fiduciary duties) and liabilities relating to the Company, it shall not be liable to the Company for its good faith reliance on the provisions of these Articles or the Subscription Agreements. Accordingly the provisions of these Articles or the Subscription Agreements, to the extent that they restrict the duties and liabilities of the General Partner that would otherwise exist at law or in equity, are agreed by to be so modified (so far as permitted by law).

27.2 Indemnification

(a) To the fullest extent permitted by law, the Company shall indemnify and hold harmless each of the Indemnified Parties from and against any and all claims, liabilities, damages, losses, costs and expenses (including amounts paid in satisfaction of judgments, in compromises and settlements, as fines and penalties and legal or other costs and expenses of investigating or defending against any claim or alleged claim) of any nature whatsoever, known or unknown, liquidated or unliquidated (collectively "Losses"), that are incurred by any Indemnified Party and arise out of or are related to the affairs or activities of the Company including acting as a director of the Investee Company, or a special purpose vehicle of the Company, or the performance by such Indemnified Party of any of their responsibilities hereunder or under the Investment Management Agreement or otherwise in connection with the matters contemplated herein or therein; provided that:

(i) an Indemnified Party (other than a member of the Investor Committee) shall not be entitled to indemnification hereunder to the extent it is determined by any court or governmental body of competent jurisdiction in a final judgment not subject to appeal that such Losses resulted directly from the Indemnified Party's (i) fraud; (ii) illegal acts, unless there was no reasonable cause for the Indemnified Party to believe that its conduct was illegal; (iii) bad faith or wilful misconduct towards the Company; (iv) gross negligence except in the case of gross negligence towards a third party who is claiming against the Indemnified Person, if the Indemnified party was acting in good faith and in a manner reasonable believed to be in or not opposed to the best interests of the Company, or (v) material breach of these Articles or the Subscription Agreements or the Investment Management Agreement;

(ii) an Indemnified Party who is or was a member of the Investor Committee shall not be entitled to indemnification hereunder to the extent it is determined by any court or governmental body of competent jurisdiction in a final judgment not subject to appeal that such Losses resulted directly from the Indemnified Party's (i) fraud; (ii) illegal acts, unless there was no reasonable cause for the Indemnified Party to believe that its conduct was illegal; (iii) wilful misconduct towards the Company.

(b) In addition to the foregoing each of the Indemnified Parties shall be indemnified against any tax liability (including interest and penalties thereon) in respect of tax on any profits allocated to any Investor, such indemnity to be satisfied in the first instance by the Investor concerned but if not so satisfied then where the relevant Indemnified Party is entitled to be indemnified by an Investor (other than the holder of Class B Ordinary Shares) pursuant to this Article 27.2(b), it shall be entitled to be indemnified by the Company in which event the Company shall be subrogated to the rights of the Indemnified Party against such Investor.

(c) Expenses reasonably incurred by an Indemnified Party in defence or settlement of any claim that may be subject to a right of indemnification hereunder shall be advanced by the Company prior to the final disposition thereof upon receipt of an undertaking by or on behalf of the Indemnified Party to repay such amount to the extent that it shall be determined ultimately that such Indemnified Party is not entitled to be indemnified hereunder.

(d) The right of any Indemnified Party to the indemnification provided herein shall be cumulative of, and in addition to, any and all rights to which such Indemnified Party may otherwise be entitled by contract or as a matter of law or equity and shall extend to such Indemnified Party's successors, assigns and legal representatives.

(e) Any Indemnified Party shall first seek to recover under any other indemnity or any insurance policies by which such Indemnified Party is indemnified or covered, as the case may be, but only to the extent that the indemnitor with respect to such indemnity or the insurer with respect to such insurance policy provides (or acknowledges its obligation to provide) such indemnity or coverage, as the case may be, on a timely basis. To the extent an Indemnified Party is indemnified pursuant to this Article 27.2 and subsequently recovers an amount in relation to the same matter from such indemnitor or insurer then such Indemnified Party shall account to the Company for the amount so recovered after deduction of all costs and expenses incurred in procuring recovery and all taxes thereon or, if less, the amount paid to the Indemnified Party by the Company pursuant to this Article 27.2.

(f) For the purposes of Article 27.1 and this Article 27.2, the Indemnified Parties may consult with legal counsel and accountants selected by them and any act or omission suffered or taken by the Indemnified Parties on behalf of the Company or in furtherance of the interest of the Company in good faith and in reasonable reliance upon and in accordance with the advice of such counsel or accountants shall be full justification for any such act or omission, and the Indemnified Parties shall be fully protected in so acting or omitting to act, provided such counsel or accountants were selected with reasonable care.

(g) The General Partner may enter into any agreement or instrument as it may determine for the purpose of conferring the benefit of the exclusions of liability and the indemnities set out in this Article 27.2 on any Indemnified Party.

(h) Notwithstanding anything to the contrary in this Article 27.2, no Indemnified Party shall be entitled to be indemnified hereunder in respect of any dispute arising solely between Indemnified Parties where none of the Company nor any Investor nor any member of the Investor Committee is involved in such dispute.

28. Valuation - Accounting.

28.1 Valuation

(a) The net asset value (“Net Asset Value”) of the shares in each Class shall be determined at least on a quarterly basis (or more frequently to the extent required for the purposes of Article 11) and expressed in the currency of the relevant sub-class. The General Partner shall decide the valuation days on which the assets of the Company shall be valued (each a “Valuation Day”) provided that the dates of Subsequent Closings will be Valuation Days, and the appropriate manner to communicate the Net Asset Value per share, in accordance with the legislation in force. The Net Asset Value shall be determined in accordance with the Valuation Policy provided that such policy shall be consistent with the following:

(i) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(ii) the value of assets, which are listed or dealt in on any stock exchange or on any other regulated market (including units or shares of listed closed-ended undertakings for collective investments), is based on the last available price on the stock exchange or other regulated market which is normally the principal market for such assets;

(iii) if any assets are not listed or dealt in on any stock exchange or on any other regulated market, or if, with respect to assets listed or dealt in on any stock exchange or other regulated market as aforesaid, the price as determined pursuant to sub-paragraph (ii) is not representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith pursuant to the procedures established by the AIFM (or its delegate as referred to at Article 28.1(i));

(iv) the value of assets denominated in a currency other than Euro shall be determined by taking into account the rate of exchange prevailing at the time of the determination of the Net Asset Value; and

(v) liquid assets comprising cash, treasury bonds and regularly traded money market instruments will be valued at their market value with interest accrued.

The AIFM (or its delegate as referred to at Article 28.1(i)) may apply other fair valuation principles for the assets of the Company to the extent that, in its reasonable discretion, this is justified by circumstances or market conditions subject to such other fair valuation principles being applied on a consistent basis.

(b) The assets of the Company shall include (without limitation):

(i) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;

(ii) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);

(iii) all shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);

(iv) all stock dividends, cash dividends and cash distributions received by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;

(v) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;

(vi) the liquidation value of all contracts and options the Company has an open position in;

(vii) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off; and

(viii) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

(c) The liabilities of the Company shall include (without limitation):

(i) all loans, bills and accounts payable;

(ii) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);

(iii) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, custodian fees and any other agents’ fees);

(iv) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;

(v) an appropriate provision for future taxes based on capital and income on the accounting date, and other reserves (if any) authorized and approved by the General Partner as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company; and

(vi) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature assessed in accordance with Luxembourg generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company pursuant to these Articles. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for annual or other periods.

(d) In calculating the Subsequent Closing NAV per Class A Ordinary Share for the purposes of Article 11, in accordance with and subject to the Valuation Policy, the AIFM (or its delegate referred to at Article 28.1(i)) may adjust the Net Asset Value by such amount as the AIFM (or its delegate) shall, in its discretion, consider reasonable in order to take account of the effect on the Net Asset Value attributable to Organisational Expenses, other expenses of the Company and the Management Fee which have been incurred or accounted for.

(e) The General Partner or the AIFM may suspend calculation of the Net Asset Value for:

(i) any period when, in the reasonable opinion of the General Partner or the AIFM, a fair valuation of the assets of the Company is not practicable for reasons beyond the control of the Company; or

(ii) any period when any of the principal stock exchanges on which investments of the Company are quoted are closed (otherwise than for ordinary holidays), or during which dealings thereon are restricted or suspended; or

(iii) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which valuation of assets owned by the Company would be impractical; or

(iv) any breakdown in, or restriction in the use of, the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the Investments or the currency price or values on any such stock exchange.

The General Partner or the AIFM shall promptly notify all Shareholders of any suspension of the calculation of the Net Asset Value.

(f) All valuation regulations and determinations shall be interpreted and applied in accordance with Lux GAAP.

(g) Adequate provisions will be made for expenses incurred and due account will be taken of any off-balance sheet liabilities in accordance with fair and prudent criteria.

(h) One pool of assets shall be established in respect of each class and sub-class of Shares in the following manner:

(i) Where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any action taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool;

(ii) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated to all the pools pro rata to the net asset value of the relevant class or sub-class of Shares;

(iii) For each Class and sub-class, the Net Asset Value per share shall be calculated in the relevant reference currency by attributing the net assets (which shall be equal to the assets minus the liabilities) to that Class or sub-class in accordance with the entitlements under Article 26 and dividing by the number of shares issued and in circulation in such Class or sub-class; assets and liabilities expressed in foreign currencies shall be converted into the relevant reference currency, after taking into account the rates of exchange published by the European Central Bank as at 14:15 CET on the Business Day immediately preceding such relevant determination date or such other rate as the General Partner determines in its reasonable opinion.

(i) The AIFM may appoint an external valuer as its delegate for the purpose of valuing the assets of the Company and a third party service provider for purposes of calculating the Net Asset Value. In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the AIFM or its delegate, shall be final and binding on the Company and on its present, past or future Shareholders, subject to the year-end audit by the auditor of the Company being a réviseur d'entreprise agréé.

28.2 Financial Year and Accounting

(a) The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year provided that the first fiscal year of the Company commenced on the date of incorporation of the Company and shall terminate on 31 December 2016.

(b) Within the time periods required by law, the financial statements of the Company shall be prepared and audited in accordance with the provisions of Lux GAAP, the 1915 Law and the SIF Law.

(c) Each Investor shall receive:

(i) within sixty (60) days of the end of each Quarter (other than the Quarter ending on the financial year end in which (ii) below shall apply) an unaudited report comprising a statement of the Investments and other Company assets including descriptive details of the Investments purchased, sold and otherwise disposed of during the relevant period and the cost of each Investment forming part of the Company's assets and the valuation thereof as at the end of such period and an unaudited balance sheet, profit and loss account and cash flow statement for the Company;

(ii) within ninety (90) days (subject to such period being extended as a result of events outside the control of the General Partner or the AIFM) of end of the financial year, the audited financial statements of the Company.

28.3 Réviseurs d'entreprises

(a) The operations of the Company shall be supervised by one approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) who shall satisfy the requirements of Luxembourg law as to professional experience and who shall carry out the duties prescribed by the SIF Law.

(b) The auditor (the "Auditor") shall be appointed by resolution of the general meeting of Shareholders and continue to carry out its duties until its successor is appointed.

29. Term - Dissolution - Liquidation.

29.1 Term of the Company

(a) The Company may be dissolved at any time, upon proposition by the General Partner, by a resolution of the general meeting of the Shareholders pursuant to Articles 24.3 and 24.4.

(b) Notwithstanding any other provisions of these Articles, and subject to the ninety (90) days waiting period referred to below, the Company shall dissolve upon the occurrence of the insolvency, dissolution or liquidation of the General Partner, provided that the Company shall not so terminate if, within ninety (90) days after such an event, Shareholders elect to continue the business of the Company by appointing a successor general partner in accordance with Article 20.1.

29.2 Liquidation

(a) The liquidation of the Company shall be carried out by the General Partner (subject to the approval of the CSSF), except in the circumstances referred to at Article 29.1(b) where a successor general partner has not been appointed, in which case the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, approved by the CSSF and appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

(b) The liquidation will take place in accordance with applicable Luxembourg law. The net proceeds of the liquidation will be distributed to shareholders in proportion to their rights.

(c) At the end of the liquidation process of the Company, any amounts that have not been claimed by the shareholders will be paid into the caisse de consignation, which keep them available for the benefit of the relevant shareholders during the duration provided for by law. After this period, the balance will return to the State of Luxembourg.

30. Miscellaneous.

30.1 Governing Law

In respect of all matters not governed by these Articles the parties shall refer to the provisions of the 1915 Law and the relevant law and regulations applicable to Luxembourg undertakings for collective investment, notably the SIF Law and the AIFM Law.

30.2 Disclosures

(a) The General Partner and any of its advisers, the Auditor and any other party may, subject to all applicable laws, disclose to any governmental, regulatory, taxation or court authority such information relating to the Shareholder, the Company, the General Partner, or any vehicle into which or through which the Company invests as the General Partner reasonably determines. For the avoidance of doubt, this includes, without limitation, information which in the reasonable determination of the discloser, may be required to be disclosed to such authority or may be necessary to be disclosed to avoid the application of withholding tax in connection with the EU Savings Directive and the Foreign Account Tax Compliance Provisions. Should any such authority require any further information, the General Partner may require each Shareholder to provide such information to the General Partner (to the extent such Shareholder is in possession of or entitled to receive such information or such information can be acquired without unreasonable effort or expense) and the General Partner and any of its advisers, the Auditor and any other party may, subject to all applicable laws, disclose such information to any such authority.

(b) If (i) any Shareholder fails to provide information pursuant to Article 30.2(a) above requested by or on behalf of the Company in connection with the Foreign Account Tax Compliance Provisions or (ii) any Shareholder is itself a “foreign financial institution” as defined under Section 1471(d)(4) of the Code (or analogous entity under applicable law enacted in furtherance of the Foreign Account Tax Compliance Provisions) that does not satisfy (and is not deemed to satisfy and not excused from satisfying) Section 1471(b) of the Code then the General Partner may (without prejudice to the provisions of Article 26.5):

(i) reduce the distributions that Shareholder would otherwise be entitled to receive pursuant to Article 26:

(A) in accordance with any voluntary agreement entered into with a taxing authority or any non-US law that corresponds to the Foreign Account Tax Compliance Provisions; and/or

(B) by the amount of any costs suffered by the Company as a result of that Shareholder's failure to provide the information referred to in Article 30.2(a) above (including, without limitation, the amount of any withholding tax suffered by the Company),

and deem that Shareholder to have received such amounts for all purposes of these Articles; and/or

(ii) require such Shareholder to withdraw from the Company in accordance with Article 10.3(b).

(c) The General Partner, the AIFM or the Registrar and Transfer Agent may require Ordinary Shareholders to provide from time to time information with respect to their citizenship, residency, identity, ownership or control (both direct and indirect) so as to permit the General Partner, the AIFM and the Registrar and Transfer Agent to evaluate and comply with any legal regulatory and tax requirements (including, without limitation, any requirements relating to money laundering, ERISA and US tax reporting basis adjustment and other US tax-related obligations) including, without limitation, such information as may be required to comply with any regulations, orders or guidance notes made thereunder applicable to the Fund, Investors, the General Partner, the AIFM, the Investment Manager, or the Registrar and Transfer Agent in respect of such Ordinary Shareholder's investment in the Company or any Investments of the Company. Any confidential infor-

mation so provided shall, subject to overriding provisions of law, be kept confidential by the General Partner, the AIFM and the Registrar and Transfer Agent. If any Shareholder fails to provide information pursuant to this Article 30.2(c) the General Partner may require such Shareholder to withdraw from the Company in accordance with Article 10.3(c).

31. Definitions. In these Articles, the following terms shall have the following meaning unless the context requires otherwise:

“1915 Law”	has the meaning given in Article 1.1;
“Acquisition Cost”	means the acquisition cost of an Investment together with any expenses associated with such acquisition paid by the Company (or by an investing vehicle of the Company);
“Affiliate”	in relation to any undertaking (“U”), a parent undertaking of U, a subsidiary undertaking of U, a subsidiary undertaking of a parent undertaking of U or a parent undertaking of a subsidiary undertaking of U or in relation to any body corporate (“C”), a holding company of C, a subsidiary of C, a subsidiary of a holding company of C or a holding company of a subsidiary of C, provided however that an Investee Company shall not be deemed to be an Affiliate of the General Partner by reason only of an investment by the Company in such Investee Company;
“AIFM”	has the meaning given at Article 13.2;
“AIFM Agreement”	shall mean, if the AIFM is an entity other than the General Partner such agreement as may be agreed between the AIFM and the Company but if the AIFM is the General Partner there shall be no requirement for such a separate agreement;
“AIFM Law”	means the Luxembourg law of 12 July 2013 relating to alternative investment fund managers as the same may be amended from time to time;
“Articles”	has the meaning given in Article 1.1;
“Auditor”	means the auditor to the Company from time to time as described at Article 28.3;
“Business Day”	a day (not being a Saturday or Sunday or a public holiday) on which banks are generally open for nonautomated business in Luxembourg;
“Capital Call”	has the meaning given in Article 6.5;
“Cause Event”	has the meaning given in Article 20.7;
“Class(es)”	has the meaning given in Article 5.5;
“Class A Ordinary Shares”	has the meaning given in Article 5.3(b);
“Class B Ordinary Shares”	has the meaning given in Article 5.3(c);
“Closing”	means an occasion when the General Partner accepts a Commitment pursuant to a Subscription Agreement pursuant to which, upon the first Capital Call thereunder, a new holder of Class A Ordinary Shares will be admitted and/or an existing holder of Class A Ordinary Shares increases its Commitment;
“Code”	means the United States Internal Revenue Code of 1986, as amended;
“Commitments”	has the meaning given in Article 6.4;
“Company”	has the meaning given in Article 1.1;
“CSSF”	shall mean the Luxembourg financial supervisory authority (commission de surveillance du secteur financier);
“Default Interest”	has the meaning given in Article 9.1;
“Defaulted Redeemable Shares”	has the meaning given in Article 9.4;
“Default Redemption Price”	has the meaning given in Article 9.4;
“Defaulting Shareholder”	has the meaning given in Article 9.2;
“Defaulted Shares”	has the meaning given in Article 9.3;
“Distributed Investments”	means, in relation to a Subsequent Closing, any Investment (or part thereof) realised and distributed prior to that Subsequent Closing provided that, for the avoidance of doubt, an Investment shall not be treated as having been realised in part as a result of the receipt of any dividend or interest (whether in cash, payment in kind or otherwise) nor any amounts received arising out of any recapitalisation or refinancing or other similar event if that event is not considered to be a realisation as determined by the General Partner acting reasonably;
“Drawdown Notice”	has the meaning given in Article 6.5;
“Expert”	means an independent expert approved by the General Partner and an Investor Consent or, failing such approval within 7 days of the service of a notice pursuant to Article 20.7 (i), an independent expert appointed for the time being by the President of the Luxembourg District Court on the application of the General Partner;

“First Closing”	shall mean the first Closing after incorporation;
“Force Majeure Event”	means a matter outside the reasonable control of the person concerned (including, but not limited to, war, civil commotion, terrorism, storm, fire, industrial action, failure of computer or information systems, act of government or other competent authority or suspension of markets) that directly or indirectly results in a person being unable to fulfil a relevant duty or obligation;
“Foreign Account Tax Compliance Provisions”	means Sections 1471 to 1474 of the Code, as amended (and any amended or successor versions thereof), and any current or future regulations or official interpretations thereof promulgated thereunder, or any voluntary agreements entered into with the US tax authority in connection therewith, or any similar or related non-US laws (whether or not pursuant to an inter-governmental agreement) that correspond to Sections 1471 to 1474 and any voluntary agreements entered into with a taxing authority pursuant thereto;
“General Partner”	shall mean Oberon III GP S.à r.l., or any replacement as the managing general partner (associé gérant commandité) of the Company from time to time;
“Hurdle”	<p>means, in relation to each Class A Ordinary Share, that amount which if distributed (or paid on redemption) in respect of that Class A Ordinary Share shall deliver an IRR of five (5) per cent on the following cashflows:</p> <p>(a) the issue price plus Premium paid on issue of that Share (as may have been adjusted pursuant to Article 11.2(b)(ii)(B)); and</p> <p>(b) all distributions or redemption proceeds previously and concurrently made in respect of that Share pursuant to Articles 10 or 26, including amounts deemed to be included in such distributions pursuant to Article 26.5;</p> <p>Provided that for the avoidance of doubt the Hurdle shall include the return of the amount referred to under (a) above; and</p> <p>Provided further that the Hurdle and the amount to be distributed shall be calculated in the base currency of the Company and thereafter converted into the currency of the relevant sub-class, as of the Business Day immediately preceding the relevant determination date and by reference to the FX rate published by the European Central Bank as at 14:15 CET on such date or such other rate as the General Partner determines in its reasonable opinion, the Investor bearing all losses resulting from currency exchange fluctuations.</p>
“Incentive Return”	shall mean the entitlement of holders of Class B Ordinary Shares under Article 26.1(b);
“Indemnified Party”	has the meaning given in Article 27.1;
“Investee Company”	means the bodies corporate or other entities in which Investments have been (or, if the context requires, are proposed to be) made by the Company or any investing vehicle established by the Company (and bodies corporate or other entities which are Affiliates of each other shall be treated as a single Investee Company);
“Investment”	means each investment acquired or proposed to be acquired, directly or indirectly, by the Company including but not limited to senior loans, mezzanine loans, collateralised loan obligations, high yield securities and other investments with a risk profile similar to that of loan capital together with warrants, equity or other forms of equity participation in any body corporate or other entity and any undertaking or contractual commitment by the Company to make the same;
“Investment Manager”	shall mean such Investment Manager appointed by the AIFM from time to time in accordance with Article 18, the first such Investment Manager to be appointed on or before the First Closing being N M Rothschild & Sons Limited;
“Investment Management Agreement”	shall mean such investment management agreement as may be agreed between the AIFM and the Investment Manager appointed at First Closing and, thereafter, such further Investment Management Agreement as may be entered into from time to time in accordance with Article 18;
“Investment Period”	<p>shall mean the period commencing on the date of the First Closing and terminating on the earliest of the following events:</p> <p>(a) the third anniversary of the Final Closing;</p> <p>(b) the good faith determination of the General Partner that changes in applicable laws or regulations or business conditions makes termination of the Investment Period necessary or advisable in the interests of the Investors; and</p> <p>(c) the termination of the Investment Period by a decision of the General Partner with the approval of an Investor Consent;</p> <p>Provided that the Investment Period may be extended, for a period or consecutive</p>

	periods, each not exceeding one year, granted at any time prior to the expiry of the term of the Investment Period subject to the consent of the General Partner and such number of Investors as would be required for an amendment to the Articles in accordance with Article 24.3 and 24.4.
“Investor”	means a holder of Class A Ordinary Shares or, prior to its first issue of Class A Ordinary Shares, a person whose Subscription Agreement has been accepted by the General Partner;
“Investor Committee”	has the meaning given in Article 17.1;
“Investor Consent”	means the consent in writing of holders of at least a majority of Commitments;
“Liquidity Facility”	means any liquidity facility entered into in order to: <ul style="list-style-type: none"> (a) provide funds prior to a Capital Call; (b) fund any shortfall occasioned by the default of an Investor to meet a Capital Call; (c) invest or otherwise utilise an amount equal to the proceeds of a realised Investment for the period pending settlement of those proceeds; (d) fund margin calls on foreign exchange transactions; (e) fund the redemption proceeds due pursuant to Articles 9.4 or 10; or (f) fund any other purpose of the Company permitted under these Articles in respect of which the General Partner determines that the use of a liquidity facility shall be in the interests of the Company. In each case such funding under the liquidity facility to be made on a temporary basis;
“Lux GAAP”	shall mean Luxembourg Generally Accepted Accounting Principles;
“Management Fee”	shall mean an amount payable in arrears calculated at the close of each Quarter at an annual rate of 0.5 per cent. of: <ul style="list-style-type: none"> (a) aggregate Commitments less aggregate Undrawn Commitments as at the close of that Quarter; minus (b) an amount equal to the Acquisition Cost of Investments (or part thereof) which have either been realised and the proceeds thereof distributed back to Investors pursuant to Article 26.1 or have been fully and permanently written off as at the close of that Quarter; minus any amount to be deducted pursuant to Article 13.1(c); provided that aggregate Commitments shall be calculated on the basis that amounts committed in currencies other than the base currency of the Company are converted to the base currency of the Company as at the date of acceptance of the Subscription Agreement by the General Partner and by reference to the FX rate published by the European Central Bank as at 14:15 CET on such date or such other rate as the General Partner determines in its reasonable opinion;
“Management Share”	has the meaning given in Article 5.2;
“Net Asset Value”	shall mean the value of the assets less the value of the liabilities applicable to a particular class or type or Class of shares which shall be determined according to the provisions in Articles 28.1(a) to 28.1(i);
“New General Partner”	has the meaning given at Article 20.1;
“Ordinary Shares”	has the meaning given in Article 5.2;
“Ordinary Shareholders”	shall mean the limited shareholders who hold Ordinary Shares;
“Organisational Expenses”	has the meaning given in Article 25.1(b);
“Premium”	means five thousand Euros (EUR 5,000) or the equivalent in the currency of the relevant sub-class;
“Prospectus”	shall mean the prospectus of the Company as approved by the CSSF as same may be amended from time to time;
“Purchaser”	has the meaning given in Article 9.4;
“Quarter”	shall mean each three month period ending 31 March; 30 June, 30 September and 31 December save in respect of the first Quarter which shall be the period from the date of the First Closing to the next occurring Quarter end date and the last Quarter which shall expire on the date of termination of the Company;
“Register”	has the meaning given in Article 7.2;
“Registrar and Transfer Agent”	has the meaning given in Article 7.2;
“Removal Date”	has the meaning given at Article 20.1;
“Shares”	the meaning given in Article 5.3;
“Share Capital”	the meaning given in Article 5.1;
“Shareholders”	shall mean the General Partner and the Ordinary Shareholders;

“SIF Law”	shall mean the Luxembourg Law of 13 February 2007 on Specialised Investment Funds, as amended;
“Sponsor Group”	means Oberon III GP S.à r.l., N M Rothschild & Sons Limited and their Affiliates;
“Subscription Agreement”	has the meaning given in Article 6.2;
“Subsequent Closing”	shall mean any Closing after the First Closing;
“Subsequent Closing Additional Amount”	has the meaning given at Article 11.2;
“Subsequent Closing NAV per Class A Ordinary Share”	has the meaning given at Article 11.2(a);
“Subsequent Closing Reduction Amount”	has the meaning given at Article 11.2;
“Subsequent Investor”	shall mean an Investor admitted as an Investor at a Subsequent Closing;
“Undrawn Commitment”	means, in respect of any Investor, the amount of its Commitment which at the relevant time has not yet been drawn down but is available to be drawn down pursuant to that Investor's Subscription Agreement;
“Well-Informed Investor”	has the meaning ascribed to it by the SIF Law, and includes: a) institutional investors; b) professional investors; and c) any other well-informed investor who fulfils the following conditions: (i) declares in writing that he adheres to the status of well-informed investor and invests a minimum of one hundred and twenty five thousand euros (EUR 125,000.-) (or an equivalent amount in the currency of the relevant sub-class) in the Company; or (ii) declares in writing that he adheres to the status of well-informed investor and provides an assessment made by a credit institution within the meaning of the Directive 2006/48/CE, by an investment firm within the meaning of the Directive 2004/39/CE or by a management company within the meaning of the Directive 2001/107/CE, certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately appraising an investment in the Company; and
“Valuation Day”	has the meaning given in Article 28.1(a); and
“Valuation Policy”	means the valuation policy adopted by the AIFM (or its delegate appointed pursuant to Article 28.1(i)) as such policy may be amended from time to time.

Transitional provision

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall end on the 31st of December 2016.

Subscription

The Articles having thus been established, the appearing party declares to subscribe to the entire capital as follows:

Oberon III GP S.à r.l., prenamed	1 Management Share
Rothschild Bank International Limited, prenamed	3 Class A-1 Ordinary Shares
N M Rothschild & Sons Ltd, prenamed	55 Class B Ordinary Shares

The shares have been fully paid up by a contribution in cash of thirty five thousand five hundred and one euro (35,501.- EUR).

As a result, the amount of thirty five thousand five hundred and one euro (35,501.- EUR) is as of now at the disposal of the Company as has been certified to the notary executing this deed.

Statement

The notary executing this notarial deed declares that he has verified the conditions laid down in the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended, and confirms that these conditions have been observed.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of its organisation, are estimated at approximately 3,500.- euro.

Extraordinary general meeting

After the Articles have thus been drawn up, the above named participant has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting. Having first verified that it was regularly constituted, it passed the following resolutions:

1) The registered office of the Company is fixed at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2) Has been appointed independent auditor Deloitte Audit, société à responsabilité limitée, 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg. The auditor's term of office will expire at the annual general meeting of Shareholders to be held in 2017, unless they previously resign or are revoked.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, represented as above, known to the undersigned notary by name, civil status and residence, the said person appearing signed, together with the notary, the present deed.

Signé: Maher, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 29 décembre 2015. Relation: EAC/2015/31338. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2016060573/1300.

(160021311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2016.

Bludental Clinique Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 203.461.

STATUTS

L'an deux mil seize, le vingt-deux janvier.

Par-devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

La société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, Valleriani Holding S.à r.l. ayant son siège social au 9A, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date des présentes, en cours d'immatriculation auprès du registre de commerce,

ici représentée par Monsieur Antonio Quaratino, employé privé, demeurant professionnellement au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elle constitue comme suit.

Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Il est établi une société anonyme, sous la dénomination de «Bludental Clinique Holding S.A.» (la «Société»).

La Société peut avoir un associé unique ou plusieurs actionnaires. Tant que la Société n'a qu'un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique seulement qui n'a pas besoin d'être l'associé unique de la Société.

La Société ne pourra pas être dissoute par la mort, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'associé unique.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville. L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision de l'administrateur unique ou en cas de pluralité d'administrateurs, par décision du conseil d'administration.

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Une telle décision n'aura cependant aucun effet sur la nationalité de la société.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet toutes opérations commerciales se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle, et le développement de ces participations.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, la gestion au développement et la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, le développement le contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription de prise ferme ou d'option d'achat ainsi que par vente, transfert ou échange.

La Société peut également garantir, accorder des prêts ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut réaliser toutes opérations patrimoniales, mobilières, immobilières, financières ou industrielles ou commerciales ainsi que toute opération de nature à favoriser directement ou indirectement l'accomplissement et le développement de son objet.

Capital social - Actions - Capital autorisé

Art. 5. Le capital social est fixé à EUR 31.000,- (trente et un mille euros) divisé en 31.000 (trente et un mille) actions d'une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune.

Les actions de la Société sont nominatives.

L'actionnaire qui désire céder tout ou partie de ses actions devra en informer le conseil d'administration par lettre recommandée, en indiquant le nombre et les numéros des actions qu'ils se proposent de céder, le prix qu'ils en demandent et les nom, prénom, état et domicile de la personne éventuellement intéressée à l'acquisition de ces actions.

Cette lettre devra également contenir l'offre irrévocable jusqu'à l'expiration des délais ci-après prévus, de céder les actions concernées aux autres actionnaires au prix indiqué, qui ne pourra cependant pas excéder la valeur nette de l'action, telle que confirmée, le cas échéant, par une expertise d'un réviseur d'entreprises.

Au cas où l'acquéreur éventuel souhaiterait acquérir l'intégralité des titres à céder et l'intégralité seulement, la lettre recommandée du cédant doit le préciser expressément.

Dans la quinzaine de la réception de cette lettre, le conseil d'administration transmet par lettre recommandée aux autres actionnaires cette proposition de cession. Ceux-ci auront un droit de préférence pour acquérir ces actions, proportionnellement au nombre d'actions dont ils sont propriétaires.

L'actionnaire qui entend exercer son droit de préemption doit en informer le conseil d'administration dans le mois de la réception de la lettre l'avisant de l'offre de cession, faute de quoi il sera déchu de son droit de préférence.

Dans la quinzaine de l'expiration de ce dernier délai, le conseil d'administration avisera les actionnaires ayant exercé leur droit de préemption du nombre d'actions sur lesquelles aucun droit de préférence n'aura été exercé, avec prière d'indiquer dans le mois si ils sont intéressés à racheter tout ou partie de ces actions.

Au cas où l'intégralité des titres et l'intégralité seulement est à céder, le conseil d'administration doit également aviser les actionnaires que faute de rachat par ceux-ci et/ou la société de l'intégralité des titres, le cédant sera libre du choix du cessionnaire pour l'intégralité des titres qu'il souhaite céder.

Dans la quinzaine de l'expiration de ce délai supplémentaire, le conseil d'administration adressera à l'actionnaire désireux de céder ses actions, une lettre recommandée indiquant le nom des actionnaires qui entendent exercer leur droit de préférence, et le nombre d'actions dont ils acceptent la cession ou, à défaut, le nombre d'actions que la société rachètera elle-même.

A partir de la réception de cette lettre, l'actionnaire, sera libre de céder au cessionnaire indiqué dans leur offre de cession, les actions qu'ils ont offert de céder et qui ne seraient pas rachetées par les autres actionnaires ou la Société, voire même l'intégralité de ces actions si tel est le choix de l'acquéreur proposé, dans la mesure où ce choix aura préalablement été communiqué par le conseil d'administration aux différents actionnaires, comme indiqué ci-dessus.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique de la Société selon les cas, est autorisé à augmenter le capital social initial jusqu'au montant de EUR 10.031.000 (dix millions trente et un mille euros). En conséquence, il est autorisé à réaliser cette augmentation de capital, spécialement à émettre les actions nouvelles éventuelles en une ou plusieurs fois et par tranches, à fixer l'époque et le lieu de l'émission intégrale ou des émissions partielles éventuelles, à déterminer les conditions de souscription et de libération, à faire appel, le cas échéant, à de nouveaux actionnaires, enfin à arrêter toutes autres modalités d'exécution se révélant nécessaires ou utiles et même non spécialement prévues en la présente résolution, à faire constater en la forme requise les souscriptions des actions nouvelles, la libération et les augmentations effectives du capital et enfin, à mettre les statuts en concordance avec les modifications dérivant de l'augmentation de capital réalisée et dûment constatée, le tout conformément à la loi modifiée du 10 août 1915, notamment avec la condition que l'autorisation ci-dessus doit être renouvelée tous les cinq ans.

De même, le conseil d'administration ou l'administrateur unique de la Société selon les cas est autorisé à émettre des emprunts obligataires convertibles ou non sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payable en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ne pourra se faire que dans le cadre du capital autorisé.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique de la Société selon les cas, déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Sous respect des conditions ci-avant stipulées, le conseil d'administration ou l'administrateur unique de la Société selon les cas, est autorisé à augmenter le capital social, même par incorporation des réserves libres.

Le capital autorisé et le capital souscrit peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires statuant comme en matière de modifications des statuts.

La Société peut, dans la mesure où et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions.

Administration - Surveillance

Art. 6. Tant que la Société a un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique seulement.

Si la Société a plus d'un actionnaire, la Société sera administrée par un conseil d'administration comprenant au moins 3 (trois) membres, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la Société. Dans ce cas, l'assemblée générale doit nommer au moins 2 (deux) nouveaux administrateurs en plus de l'administrateur unique en place.

L'assemblée générale des actionnaires peut décider de nommer des administrateurs de classe A et des administrateurs de classe B.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société, la personne morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la personne morale conformément à l'article 51 *bis* de la loi luxembourgeoise en date du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée.

Le(s) administrateur(s) seront élus par l'assemblée générale pour un terme ne pouvant excéder six ans et ils seront rééligibles. Les actionnaires de la Société détermineront également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'assemblée générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale de la Société. En l'absence d'administrateur disponible, l'assemblée générale devra être rapidement réunie par le commissaire aux comptes et se tenir pour nommer de nouveaux administrateurs.

Art. 7. Le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique est investi des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration ou de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi du 10 août 1915 telle que modifiée ou les présents statuts à l'assemblée générale, tombent sous la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique, selon les cas.

Art. 8. Le conseil d'administration doit désigner parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion sera conférée à un administrateur présent. Le premier président sera exceptionnellement nommé par l'assemblée générale extraordinaire de constitution.

Tout administrateur pourra se faire représenter aux conseils d'administration en désignant par écrit soit en original, soit par téléfax, câble, télégramme ou télex, un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut représenter un ou plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à la réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les administrateurs participant à la réunion du conseil d'administration peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion du conseil d'administration peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion du conseil d'administration est retransmise en direct et (iv) les membres du conseil d'administration peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion du conseil d'administration par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à une telle réunion.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du conseil d'administration et si l'assemblée générale des actionnaires décide de diviser le conseil d'administration en administrateurs de classe A et administrateurs de classe B, au moins un administrateur de classe A et un administrateur de classe B devront être présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. Au cas où lors d'une réunion, il existerait une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du président de la réunion ne sera pas prépondérante.

Une résolution prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Les résolutions prises par l'administrateur unique auront la même autorité que les résolutions prises par le conseil d'administration et seront constatées par des procès-verbaux signés par l'administrateur unique.

Art. 9. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Le conseil ou l'administrateur unique, selon le cas, peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, actionnaires ou non.

Art. 10. Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée par (i) la signature conjointe de deux administrateurs, ou (ii) si l'assemblée générale des actionnaires décide de diviser le conseil d'administration en administrateurs de classe A et administrateurs de classe B, par la signature conjointe d'un administrateur de classe A avec un administrateur de classe B, ou (iii) en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de l'administrateur unique, ou par (iv) la signature individuelle de l'un des délégués à la gestion journalière dans le cadre de la gestion journalière de la Société ou par (v) la

(les) signature(s) de toute(s) autre(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareil pouvoir spécifique de signature aura été délégué par le conseil d'administration, et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Art. 11. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires aux comptes.

Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, quand la loi le requiert.

L'assemblée générale des actionnaires nomme les commissaires / réviseurs d'entreprises agréés et détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat. La durée du mandat des commissaires ne peut dépasser six (6) ans mais peut être renouvelé.

Année sociale - Assemblée générale

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 13. Pour le cas où il n'y aurait qu'un seul actionnaire (l'associé unique), celui-ci exercera, au cours des assemblées générales dûment tenues, tous les pouvoirs revenant à l'assemblée générale des actionnaires en vertu de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires, lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et lorsqu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Chaque action donne droit à une voix.

Tout actionnaire de la Société peut participer à l'assemblée générale par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les actionnaires participant à la réunion de l'assemblée générale peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion de l'assemblée générale peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion de l'assemblée générale est retransmise en direct et (iv) les actionnaires peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion de l'assemblée générale par un tel moyen de communication équivaudra à une participation en personne à une telle réunion.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les statuts, les décisions de l'assemblée générale non modificative des statuts et dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants, sous réserve de l'existence d'un pacte d'actionnaires et dans la mesure où les dispositions de celui-ci ne sont pas contraires à la loi.

Art. 14. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique selon les cas est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 16. L'assemblée générale annuelle se tiendra de plein droit le deuxième jeudi du mois de mai à 12 heures au siège social ou à tout autre endroit de la commune du siège social à désigner par les convocations. Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 17. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Constatation

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à environ mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Les frais et honoraires des présentes sont à charge de la Société. Elle s'engage solidairement ensemble avec la partie comparante représentée comme dit ci-avant, au paiement desdits frais.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commencera à courir du jour de la constitution de la prédite société, jusqu'au 31 décembre 2016.

La première assemblée générale annuelle aura lieu en l'an 2017.

Souscription et libération

Valleriani Holding S.à r.l., précitée et représentée comme indiqué ci-avant a déclaré souscrire et libérer intégralement les 31.000 (trente et un mille) actions ainsi créées.

Toutes ces actions ont été libérées intégralement par des versements en espèces, de sorte que la somme de EUR 31.000,- (trente et un mille euros) à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Assemblée générale extraordinaire

Et immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique, Valleriani Holding S.à r.l., représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqué, s'est réuni en assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la société est fixé au 9A, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.
2. Le nombre des administrateurs est fixé à un (1) et celui des commissaires à un (1).
3. Est nommé administrateur unique:

- Monsieur Fabio VALLERIANI, entrepreneur, né le 2 juillet 1978 en Italie à Anagni (Frosinone), demeurant professionnellement au 9A, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Le mandat de l'administrateur unique aura une durée de 3 ans.

4. Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:

- FCS Services, société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 2, Place de Strasbourg, L-2562 Luxembourg, RCS Luxembourg B numéro 186.493.

Le mandat du commissaire prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2017.

Pouvoirs

Le mandataire de la partie comparante ès qualité qu'il agit donne pouvoir à tous clercs et/ou employés de l'Étude du notaire soussigné, chacun pouvant agir individuellement, à l'effet de faire dresser et signer tous actes rectificatifs des présentes.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la personne comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Antonio Quaratino, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 25 janvier 2016. 1LAC/2016/2398. Reçu 75,- €.

Le Receveur (signé): Paul Molling.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 29 janvier 2016.

Référence de publication: 2016059410/241.

(160020618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2016.

Cavarell S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 51, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 203.164.

—
STATUTS

L'an deux mille seize, le quinze janvier.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, lequel dernier restera dépositaire de la présente minute.

ONT COMPARU:

1) Madame Anita van Strydonck de Burkel, sans profession, née à Etterbeek (Belgique) le 1^{er} septembre 1952, demeurant au 51, boulevard de la Pétrusse, à L-2320 Luxembourg,

2) Monsieur Vincent GATTO, pensionné, né à Venise (Italie) le 15 juillet 1946, demeurant au 51, boulevard de la Pétrusse, à L-2320 Luxembourg

3) Madame Colienne van Strydonck de Burkel, sans profession, née à Etterbeek le 10 janvier 1951, demeurant au 51, boulevard de la Pétrusse, à L-2320 Luxembourg

Lesquelles parties comparantes ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elles ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Forme juridique. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après les «Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 6.1, 6.2, 6.5, 8 et 11.2, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. Objet social. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut en outre prendre des participations dans des sociétés de personnes.

La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations qui pourront être convertibles (à condition que celle-ci ne soit pas publique) et à l'émission de reconnaissances de dettes.

La Société peut aussi contracter toute garantie, gage ou toute autre forme de sûreté pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou d'une société du groupe.

D'une façon générale, elle peut accorder une assistance aux sociétés affiliées, exercer tout mandat de gestion, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et accomplir toute opération qui pourrait être utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers.

La Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La Société aura la dénomination: «CAVARELL S.à r.l.».

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg-ville.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Capital social - Parts sociales.

6.1 Capital Souscrit et Libéré

Le capital social est fixé à 144.000,00 EUR (cent quarante-quatre mille euros) représenté par 360 (trois cent soixante) parts sociales réparties en deux catégories de parts sociales à savoir 180 (cent quatre-vingt) parts sociales de catégorie A et 180 (cent quatre-vingt) parts sociales de catégorie B, toutes d'une valeur nominale de 400 EUR (quatre cents euros) toutes entièrement souscrites et libérées.

Il est expressément prévu que la titularité de chaque part sociale représentative du capital social souscrit peut être exercée soit en pleine propriété, soit en usufruit par un associé dénommé «usufruitier» et en nue-propriété par un autre associé dénommé «nu-propritaire».

Les droits attachés à la qualité d'usufruitier et conférés par chaque part sociale sont déterminés ainsi qu'il suit:

- droits sociaux dans leur ensemble,
- droits de vote aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires,
- droit aux dividendes,
- droit préférentiel de souscription des parts sociales nouvelles en cas d'augmentation de capital.

Pour toute assemblée décidant la fusion, la scission, la dissolution ou la liquidation de la société, et plus généralement, pour toute résolution ayant comme effet la dissolution de la société, l'accord préalable de nu-propritaire sera requis.

Les droits attachés à la qualité de nu-propritaire et conférés par chaque part sociale sont ceux qui sont déterminés par le droit commun et en particulier le droit au produit de liquidation de la Société.

La titularité de l'usufruit ou de la nue-propriété des parts sociales sera matérialisée et établie de la façon suivante, à savoir par inscription dans le registre des associés:

- en regard du nom de l'usufruitier, de la mention usufruit,
- en regard du nom du nu-propritaire, de la mention nue-propriété.

A partir du moment et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi; Dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2 de la Loi trouvent à s'appliquer, chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

6.2 Modification du Capital Social

Le capital social souscrit peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 8 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

6.3 Participation aux Profits

Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.4 Indivisibilité des Parts Sociales

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Il en est de même en cas de démembrement des parts sociales.

6.5 Transfert de Parts Sociales

Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi ainsi que, le cas échéant, en respect du pacte d'associés en vigueur.

Les parts sociales ne peuvent être transmises inter vivos à des tiers non-associés qu'après approbation préalable en assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social et, dans le cas où il existerait plusieurs catégories de parts sociales, par une majorité de trois quarts des parts sociales au sein de chaque catégorie.

Les transferts de parts sociales doivent s'effectuer par un acte notarié ou un acte sous seing privé. Les transferts ne peuvent être opposables à l'égard de la Société ou des tiers qu'à partir du moment de leur notification à la Société ou de leur acceptation sur base des dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

6.6 Enregistrement des Parts Sociales

Toutes les parts sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le registre des associés conformément à l'article 185 de la Loi.

Art. 7. Management.

7.1 Nomination et Révocation

La Société est gérée par un gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par un maximum de deux gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) n'est/ne sont pas nécessairement associé(s). Si plusieurs gérants sont nommés, il sera possible de nommer deux catégories de gérants, la Catégorie de Gérant A et la Catégorie de Gérant B.

Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) par l'assemblée générale des associés.

Dans le cas de présence de deux catégories de gérants, le gérant de Catégorie A sera nommé sur base d'une liste de candidats proposés par les associés détenteurs des parts sociales de Catégorie A et le gérant de Catégorie B sera nommé sur base d'une liste de candidats proposés par les associés détenteurs des parts sociales de Catégorie B.

Un gérant pourra être révoqué ad nutum avec ou sans motif et remplacé à tout moment sur décision adoptée par les associés.

Le gérant unique et chacun des membres du conseil de gérance n'est ou ne seront pas rémunéré(s) pour ses/leurs services en tant que gérant, sauf s'il en est décidé autrement par l'assemblée générale des associés. La Société pourra rembourser tout gérant des dépenses raisonnables survenues lors de l'exécution de son mandat, y compris les dépenses raisonnables de voyage et de logement survenus lors de la participation à des réunions du conseil de gérance, en cas de pluralité de gérants.

7.2 Pouvoirs

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants de la compétence du conseil de gérance.

7.3 Représentation et Signature Autorisée

Dans les rapports avec les tiers et avec la justice, le gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et sous réserve du respect des termes du présent article.

La Société est engagée par la seule signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants par la signature conjointe de deux des membres du conseil de gérance.

Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc et déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

7.4 Président, Vice-Président, Secrétaire, Procédures

Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président et un vice-président. Il peut aussi désigner un secrétaire, gérant ou non, qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des associés.

Dans le cas de présence de deux catégories de gérants, le président sera le gérant de Catégorie A.

Les résolutions du conseil de gérance seront constatées par des procès-verbaux, qui, signés par le président et le secrétaire (le cas échéant), seront déposées dans les livres de la Société. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être produits en justice ou autrement seront signés par le président, le secrétaire ou par un quelconque gérant.

Les décisions du gérant unique sont retranscrites dans des procès-verbaux qui seront signés par le gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte seront signés par le gérant unique.

Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions ne pourront être prises qu'à la majorité des voix exprimées par les gérants présents ou représentés à ladite réunion.

Tout gérant pourra agir à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son représentant. Un gérant pourra également désigner un autre gérant pour le représenter par téléphone, cela sera confirmé par écrit par la suite.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise lors d'une réunion du conseil de gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents distincts. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par « *conference call* » via téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

7.5 Responsabilité des Gérants

Tout gérant ne contracte en raison de sa fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 8. Assemblée générale des associés. L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui.

En cas de démembrement de propriété des parts sociales entre nue-propriété et usufruit, le droit de vote est exercé par l'usufruitier.

Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital dans chaque catégorie de parts sociales, et en cas d'existence de plusieurs catégories de parts sociales, par la majorité des parts sociales au sein de chacune des catégories.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société et pour lequel un vote à l'unanimité des associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité des associés détenant au moins les trois quarts du capital social, et en cas d'existence de plusieurs catégories de parts sociales, par une majorité de trois quarts des parts sociales au sein de chacune des catégories.

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

Art. 9. Assemblée générale annuelle des associés. Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq (25), une assemblée générale des associés doit être tenue, conformément à l'article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans la convocation de l'assemblée, le dernier mardi du mois de mai, à 16 heures 30.

Si ce jour devait être un jour non ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale devrait se tenir le jour ouvrable suivant.

Lorsqu'une assemblée générale des associés doit être organisée, celle-ci se réunit sur convocation du gérant unique ou du conseil de gérance selon le cas, ou également du commissaire s'il en a été nommé. Ces convocations contiennent le lieu, la date, l'heure et l'ordre du jour de l'assemblée et sont faites dans les formes et délais prescrits par la loi. Elles sont envoyées par lettre ou par tout moyen électronique permettant au destinataire d'en prendre connaissance. La régularité de la convocation ne peut être contestée si tous les associés sont présents ou valablement représentés. De même, si tous les associés sont présents ou valablement représentés, ils peuvent renoncer à toute convocation préalable.

L'assemblée générale pourra se tenir à l'étranger, si de l'avis unanime et définitif du gérant unique ou en cas de pluralité du conseil de gérance, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 10. Vérification des comptes. Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq (25), les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'article 200 de la Loi, lequel ne requiert pas qu'il(s) soi(en)t associé(s). S'il y a plus d'un commissaire, les commissaires aux comptes doivent agir en collège et former le conseil de commissaires aux comptes.

Art. 11. Exercice Social - Comptes Annuels.

11.1 Exercice Social

L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

11.2 Comptes Annuels

A la fin de chaque exercice social, le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire (indiquant toutes les valeurs des actifs et des passifs de la Société) ainsi que le bilan, le compte de pertes et profits, lesquels apporteront les renseignements relatifs aux charges résultant des amortissements nécessaires.

Chaque associé pourra personnellement ou par le biais d'un agent nommé à cet effet, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire susmentionné, le bilan, le compte de pertes et profits et le cas échéant le rapport du ou des commissaire (s) établi conformément à l'article 200 de la Loi.

Art. 12. Distribution des profits. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à, et aussi longtemps que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué au(x) associé(s) en proportion de leur participation dans le capital de la Société.

Art. 13. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées. Le conseil de gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le conseil de gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les présents statuts interdisent la distribution.

Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux associés conformément à la Loi et aux présents statuts.

Art. 14. Dissolution - Liquidation. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts.

Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

Art. 15. Référence à la loi. Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.

Art. 16. Modification des statuts. Les présents Statuts pourront être à tout moment modifiés par l'assemblée des associés selon le quorum et conditions de vote requis par les lois du Grand-Duché de Luxembourg tout en respectant les conditions particulières précisées à l'article 8 des présents statuts en cas d'existence de plusieurs catégories de parts sociales.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social débutera à la date de constitution et se terminera le 31 décembre 2016.

Souscription - Libération

Les Statuts ainsi établis, la partie comparante déclare souscrire l'intégralité du capital comme suit:

Souscripteur	Nombre de parts sociales	Montant souscrit EUR	% du capital social
Mme Anita van Strydonck de Burkel, prénommée	120 parts sociales de catégorie A	48.000,- EUR	33,33%
Mme Colienne van Strydonck de Burkel, prénommée	180 parts sociales de catégorie B	72.000,- EUR	50%
M. Vincent GATTO, prénommé	60 parts sociales de catégorie A	24.000,- EUR	16,67%
TOTAL	360, dont 180 de catégorie A et 180 de catégorie B	144.000,-	100%

Toutes les parts ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que le montant de 144.000,- EUR (cent quarante-quatre mille euros) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont estimés à environ EUR 1.600,- (mille six cents euros).

Résolutions des associés

Et à l'instant, les comparants, ès qualités qu'ils agissent, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale et ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 51, boulevard de la Petrusse, L-2320 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. La société est administrée par le gérant unique suivant:

Monsieur Vincent GATTO, pensionné, né à Venise (Italie) le 15 juillet 1946, demeurant au 51, boulevard de la Petrusse, à L-2320 Luxembourg.

3. Il est décidé par les associés que son mandat de gérant sera rémunéré. Le montant de cette rémunération sera fixé ultérieurement par les associés réunis en assemblée générale.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, ces dernières personnes ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. VAN STRYDONCK DE BURKEL, V. GATTO, C. VAN STRYDONCK DE BURKEL, J. SECKLER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 18 janvier 2016. Relation: 1LAC/2016/1541. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 janvier 2016.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2016052837/264.

(160012708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2016.

Centrobank SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 71.399.

Auszug aus der Beschlussfassung der ordentlichen Generalversammlung vom 26. November 2015

Die Herren Wilhelm CELEDA, Gerald DEIMEL und Frau Claudia VINCE-BSTECH mit beruflichem Wohnsitz in 1 Tegetthoffstrasse, A-1015 Wien werden als Verwaltungsratsmitglieder für das neue Geschäftsjahr wiedergewählt.

DELOITTE AUDIT, Luxemburg wird als Abschlussprüfer für das neue Geschäftsjahr wiedergewählt.

Für beglaubigten Auszug

Für CENTROBANK, SICAV

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2015191756/14.

(150215349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Boomer Gestion SPF, S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 8, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 168.046.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la Société tenue le 26 octobre 2015 à Luxembourg

Résolution:

Le Conseil d'Administration décide de transférer, avec effet immédiat, le siège social de la Société du 50, route d'Esch, L-1470 Luxembourg au 8, rue de Beggen, L-1220 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BOOMER GESTION SPF, S.A.

Signatures

Référence de publication: 2015191711/14.

(150215609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Europ Continents Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.

R.C.S. Luxembourg B 16.913.

—
EXTRAIT

A la suite de la tenue de l'Assemblée générale ordinaire du 21 octobre 2015, il résulte des résolutions du Conseil d'administration du 21 octobre 2015 que le Conseil d'administration de la société anonyme EUROP CONTINENTS HOLDING a confirmé Monsieur Jean-Marc BEAUJOLIN, demeurant à CH-1131 Tolochenaz (VD), en qualité de Président de la Société pour toute la durée de son mandat d'administrateur, soit jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

Se référant à l'autorisation conférée par l'Assemblée générale des actionnaires du 21 octobre 2015 de déléguer les pouvoirs nécessaires à la gestion journalière de la Société, le Conseil d'administration a également confirmé les pouvoirs de Monsieur Jean-Marc BEAUJOLIN en tant que Administrateur-délégué de la Société pour toute la durée de son mandat d'administrateur, soit jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

Pour extrait conforme

EUROP CONTINENTS HOLDING

Société anonyme

Référence de publication: 2015191855/20.

(150214747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Corolux S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8390 Nospelt, 8, rue Leck.

R.C.S. Luxembourg B 111.604.

—
Constatation de cession de parts

Suite à la cession de parts sous seing privé, signée par le cédant et le cessionnaire en date du 16 octobre 2015 et acceptée par le gérant au nom de la société, il en résulte que le capital social de la société «COROLUX S.à R.L.» est désormais réparti comme suit:

ALLOWAY OVERSEAS S.A., société de droit panaméen, immatriculée auprès du Registre du Commerce de Panama sous le numéro 490405, ayant son siège social à 2DO, Calle 53 Este, Urb. Marbella, Torre Swis, PA -Panama City, représentée par Monsieur Mark VAN EENENNAAM	0
ECOMUNDO GROUP INTERNATIONAL S.à R.L., société de droit luxembourgeois, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 90521, ayant son siège social à L-8390 Nospelt, 8, Rue Leck, représentée par Monsieur Mark VAN EENENNAAM	125
Total: Cent vingt-cinq parts	125

Nospelt, le 16 octobre 2015.

Pour extrait sincère et conforme

ECOMUNDO GROUP INTERNATIONAL S.à R.L.

L'associé

Référence de publication: 2015191778/22.

(150215315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Dauzac Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8009 Strassen, 19-21, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 189.380.

—
EXTRAIT

Il apparaît que l'adresse professionnelle de Messieurs Raf Bogaerts et Dimitri Maréchal, ainsi que de Madame Peggy Partigianone, tous trois gérants de la Société a changé au 10 Novembre 2015 et est désormais sise au 19/21 route d'Arlon, L-8009 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015191783/12.

(150214848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Faci International, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.422.900,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 104.017.

—
EXTRAIT

L'associé unique, dans ses résolutions du 24 novembre 2015, a renouvelé les mandats des gérants pour une durée indéterminée.

- Monsieur Stéphan CROMBACK, gérant de fortune, gérant de catégorie A, Avenue du Vivier d'Oie 19, B-1000 Bruxelles, Belgique;

- Madame Stéphanie GRISIUS, M. Phil. Finance B. Sc. Economics, gérant de catégorie B, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg;

- Monsieur Laurent HEILIGER, licencié en sciences commerciales et financières, gérant de catégorie B, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.

Luxembourg, le 24 novembre 2015.

Pour FACI INTERNATIONAL

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2015191871/20.

(150214853) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

C.P.I. Holding - Compagnie de Placements Immobiliers S.A., Société Anonyme Soparfi.

Capital social: EUR 309.600,00.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 48.839.

—
Il résulte de la réunion du conseil d'administration qui s'est tenue le 26 novembre 2015 de la société C.P.I. HOLDING - COMPAGNIE DE PLACEMENTS IMMOBILIERS S.A. que:

Le conseil d'administration a décidé de coopter administrateur en remplacement de Monsieur Sabrie Soualmia, Monsieur Calogero Agro, né le 29 juin 1976 à Thionville, France et résident professionnellement au 5, Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.

L'élection définitive de Monsieur Agro sera soumise à la plus proche assemblée générale des actionnaires.

Le 26 novembre 2015.

Pour copie conforme

Pour le conseil de gérance

Xavier Mangiullo

Référence de publication: 2015191724/18.

(150214674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

BPB Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4930 Bascharage, 190, boulevard J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 62.518.

—
Extrait de la résolution des actionnaires du 19 Novembre 2015 à 9.00 heures

Le Conseil d'Administration a délibéré sur les points à l'ordre du jour:

1. Le Conseil d'Administration prend acte de la démission de Monsieur Pieter Geltink et de Monsieur Jean-Paul Dufoor de leurs fonctions d'Administrateur à compter de ce jour.

2. Le Conseil d'administration désigne Monsieur Hubert Fernand Reichardt, Directeur Financier siégeant 195 Krefelder Strasse 52070 Aachen (Allemagne) et Monsieur Cornelis Harm Heinen, Directeur Financier siégeant 1 Atlasstraat 5047 RG Tilburg (Pays-Bas), comme Administrateurs.

Ces pouvoirs sont valables immédiatement.

Bascharage, le 19 Novembre 2015.

Référence de publication: 2015191713/16.

(150214946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Fast Service s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4042 Esch-sur-Alzette, 69, rue du Brill.

R.C.S. Luxembourg B 45.678.

—
DISSOLUTION

L'an deux mil quinze, le quatre novembre,
Pardevant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,
a comparu:

Monsieur Nicola ALTAMURO, salarié, né à Putignano, Italie, le 18 mars 1968, demeurant à L-9164 Lipperscheid, 3, Tunnelstrooss,

Détenteur de toutes les 100 parts sociales représentant le capital de la société à responsabilité limitée FAST SERVICE s.à r.l., avec siège à Esch/Alzette, 69, rue du Brill, constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire Christine DOERNER, de résidence à Bettembourg, en date du 23 novembre 1993, publié au Mémorial C numéro 25 du 22 janvier 1994 et dont les statuts n'ont jamais été modifiés.

Lequel a déclaré:

Qu'il est le seul associé de la société à responsabilité limitée FAST SERVICE s.à r.l., avec siège à Esch/Alzette, 69, rue du Brill, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 45678,

Que la société FAST SERVICE s.à r.l. a cessé toute activité commerciale.

Que les comptes sociaux sont parfaitement connus de l'associé et sont approuvés par lui.

Que tout le passif de la société a été apuré et que tout l'actif a été distribué.

Que la société ne possède ni immeuble ni part d'immeuble.

Que la société ne détient pas de participation dans d'autres sociétés.

Que le comparant n'a plus de revendication envers la société.

Ceci approuvé, le comparant a prié le notaire d'acter les résolutions unanimes suivantes:

1. La société FAST SERVICE s.à r.l est dissoute et liquidée avec effet immédiat.
2. Pour autant que de besoin, Monsieur Nicola ALTAMURO, préqualifié, est à considérer comme liquidateur, qui est également personnellement et solidairement responsable des frais des présentes.
3. Les documents de la société seront conservés pendant un délai de cinq ans à L-9164 Lipperscheid, 3, Tunnelstrooss.
4. Au cas où, par impossible, une dette ou une créance aurait échappé au liquidateur, l'associé susdit en supporterait les frais ou en ferait le bénéfice.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède au comparant, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: N. ALTAMURO, C. MINES.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 4 novembre 2015. Relation: 1LAC/2015/35033. Reçu soixante-quinze euros. 75,-€.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR COPIE CONFORME,

Capellen, le 17 novembre 2015.

Référence de publication: 2015191879/42.

(150215386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Far Sud S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2128 Luxembourg, 22, rue Marie-Adélaïde.

R.C.S. Luxembourg B 87.081.

Par la présente, Madame Cindy RISSE démissionne de son mandat d'administrateur de la société anonyme FAR SUD S.A. et ce, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 25 novembre 2015.

Cindy RISSE.

Référence de publication: 2015191876/10.

(150214203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.
